



Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

9557^e séance

Vendredi 23 février 2024, à 15 heures
New York

Provisoire

Présidente : M^{me} Rodrigues-Birkett (Guyana)

Membres :

Algérie	M. Bendjama
Chine	M. Zhang Jun
Équateur	M. De La Gasca
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Thomas-Greenfield
Fédération de Russie	M. Nebenzia
France	M. Séjourné
Japon	M. Tsuji
Malte	M ^{me} Frazier
Mozambique	M. Afonso
République de Corée	M. Cho
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Lord David Cameron
Sierra Leone	M. Sowa
Slovénie	M ^{me} Fajon
Suisse	M. Cassis

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 15 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Fédération de Russie pour une motion d'ordre.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais soulever une motion d'ordre et dire quelques mots.

Nous nous trouvons dans une salle bondée. Et il n'y a pas que la salle qui est bondée, la liste des orateurs et oratrices l'est également, pleine de représentants de pays de l'Union européenne, non membres du Conseil de sécurité, qui se font appeler ministres des affaires étrangères. Or, à quelques exceptions près, les pays de l'Union européenne n'ont pas de politique étrangère indépendante qui leur soit propre. Par conséquent, il n'y a pas de ministres des affaires étrangères, à proprement parler, mais simplement des fonctionnaires qui se font passer pour tels. Toute la politique étrangère de l'Union européenne est entre les mains de Bruxelles, qui est à son tour entre les mains de Washington.

Alors, Madame la Présidente, peut-être pourrez-vous répondre à une question rhétorique. Quelle est l'utilité de déclarations de fonctionnaires rédigées sous la dictée, si ce n'est l'occasion de se montrer sur les écrans de télévision de leurs pays en train d'exprimer leur appui « inconditionnel et inébranlable » à leurs clients de Kiev ?

Il y a un représentant de l'Union européenne auprès de l'ONU ici à New York. Il aurait pu parler au nom de tous. Après tout, l'Union européenne a une politique étrangère et de sécurité commune. Que peuvent-ils y ajouter ? À moins qu'ils ne veuillent nous parler des armes qu'ils fournissent au régime criminel de Kiev, qui les utilise non pas contre des cibles militaires, mais pour viser des civils dans les villes russes.

Le représentant du Royaume-Uni nous dira peut-être comment en avril 2022, Boris Johnson, l'ancien Premier Ministre de son pays, a dissuadé les autorités de Kiev de conclure un accord de paix, qui était déjà paraphé, avec la Russie, incitant ainsi Kiev à poursuivre les combats et condamnant à mort des dizaines de milliers de malheureux Ukrainiens envoyés sur le front en tant que chair à canon.

D'ailleurs, où étaient-ils tous hier lorsque le Conseil discutait du processus de paix au Moyen-Orient et de la situation à Gaza ? Où était le Secrétaire général ? Je voudrais rappeler à tout le monde que pas un seul pays de l'Union européenne, et de manière générale, pas un seul pays occidental, n'a pris l'initiative de demander la convocation ne serait-ce que d'une seule séance sur Gaza, où le nombre de victimes civiles, pour la plupart des femmes et des enfants, résultant des violations flagrantes du droit international humanitaire par Israël depuis quatre mois et demi, dépasse de loin les chiffres de tous les conflits militaires de ces dernières années.

Cela en dit long sur leur hypocrisie et leur politique de deux poids, deux mesures. Je tiens à prévenir à l'avance que je n'écouterai pas les incantations rituelles des représentants des États européens. Ils peuvent exercer leur éloquence entre eux et saturer les ondes de leurs avec leurs rengaines hypocrites.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je souhaite chaleureusement la bienvenue au Secrétaire général, aux ministres et aux autres représentants de haut niveau qui sont dans la salle du Conseil de sécurité. Leur présence aujourd'hui souligne l'importance de la question à l'examen.

Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Allemagne, de la Croatie, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Macédoine du Nord, du Royaume des Pays-Bas, de la Pologne, du Portugal et de l'Ukraine à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole au Secrétaire général. S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : La Charte des Nations Unies et le droit international nous guident dans la création d'un monde exempt du fléau de la guerre. Pourtant, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine a constitué une violation directe des deux. Depuis deux ans – et 10 ans après l'annexion illégale par la Russie de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol – la guerre en Ukraine demeure une plaie ouverte au cœur de l'Europe. Il est grand temps d'instaurer la paix, une paix juste, fondée sur la Charte des Nations Unies, le droit international et les résolutions de l'Assemblée générale.

La Charte est sans ambiguïté : l'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres. Les différends internationaux sont réglés par des moyens pacifiques ; et tous les Membres s'abstiennent de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout autre État. Au Chapitre VI, on trouve des mécanismes de règlement des différends qui sont, entre autres, la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le règlement judiciaire et le recours aux organismes ou accords régionaux. Ce sont là les outils que nous devons utiliser pour apaiser les querelles.

Notre monde connaît un moment de chaos. Après la guerre froide puis une période d'unipolarité, nous opérons à présent une transition mouvementée vers un monde multipolaire encore très incertain. Les relations de pouvoir restent floues, ce qui crée une impression d'instabilité et suscite un sentiment d'impunité. Toutes les frontières sont le fruit de l'histoire. De nombreuses communautés sont divisées par ces frontières. De nombreuses populations vivant d'un côté ont des liens ethniques, culturels et autres avec les communautés qui vivent de l'autre côté.

Pouvons-nous nous permettre de traiter les différentes interprétations de l'histoire, largement répandues dans le monde, par la guerre ? Il nous faut rendre hommage à la sagesse des dirigeants africains et suivre leur exemple. Les puissances coloniales, y compris celle de mon propre pays, ont divisé le continent africain d'un simple trait de plume, tout comme elles l'ont fait dans d'autres parties du monde. Les dirigeants de la période post-indépendance ont toutefois compris qu'essayer de changer les frontières ouvrirait une boîte de Pandore qui entraînerait une effusion de sang et nourrirait toujours plus d'animosité. L'expérience m'a enseigné que les gens s'accordent très difficilement sur le passé. Ce qui est important, et moins difficile, c'est de les aider à s'entendre sur l'avenir. Pour s'accorder sur cet avenir, le droit international et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, notamment le respect de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique des États, sont fondamentaux. C'est pourquoi l'invasion russe de l'Ukraine constitue un précédent si dangereux.

Dans toute guerre, tout le monde souffre. Mais le peuple ukrainien souffre terriblement de la guerre que lui inflige la Russie. Plus de 10 500 civils, hommes, femmes et enfants, ont été tués, mais le nombre réel est probablement beaucoup plus élevé. Les dégâts et la destruction d'hôpitaux, d'écoles, d'établissements de santé et d'infrastructures civiles sont fréquents et s'intensifient.

Quatre-vingt-dix établissements d'enseignement et de santé ont été endommagés ou détruits rien qu'au mois de janvier. Dans la rigueur de l'hiver, plus de 380 villes et villages du pays ont été privés d'électricité au début du mois, selon la compagnie ukrainienne d'électricité. L'ONU a recueilli des informations faisant état d'une brutalité généralisée et inquiétante. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a fait état de civils et de prisonniers torturés, et plus de 200 cas de violence sexuelle ont été recensés, principalement, mais pas seulement, aux mains des forces de la Fédération de Russie. Tous les auteurs de ces actes doivent en répondre.

De nombreux Ukrainiens vivent le cauchemar de perdre leurs enfants. Tous les enfants qui ont été déportés doivent être réunis avec leur famille. Près de 4 millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens ont été déplacés à l'intérieur du pays, dont près d'un million d'enfants, et plus de 14,5 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans le pays. Les programmes d'aide humanitaire mis en œuvre par l'ONU et nos partenaires, en particulier nos partenaires ukrainiens, ont touché 11 millions de personnes l'année dernière. Il s'agissait notamment de fournir de la nourriture, de l'eau, des soins de santé et des abris d'une importance vitale, ainsi que d'éliminer les explosifs mortels éparpillés sur le territoire ukrainien. Pourtant, l'accès à environ 1,5 million de personnes est extrêmement restreint. Cela doit changer. Les attaques contre le personnel humanitaire et les infrastructures civiles doivent cesser. J'exhorte les donateurs à financer intégralement les 3,1 milliards de dollars dont nous avons besoin pour mettre en œuvre notre plan de réponse humanitaire pour l'Ukraine et poursuivre notre travail essentiel.

(l'orateur poursuit en français)

La guerre fait également du mal à la population russe. Des milliers de jeunes Russes ont trouvé la mort sur le front. Les civils touchés par les frappes sur les villes russes souffrent aussi. Le risque que le conflit s'aggrave et se répande est bien réel. Dans le monde entier, la guerre accentue les clivages géopolitiques. Elle attise l'instabilité régionale, elle réduit l'espace disponible pour traiter d'autres problèmes mondiaux urgents, et elle sape les normes et les valeurs communes qui contribuent à notre sécurité à tous. Le conflit a accéléré une flambée des prix alimentaires, des chocs économiques et une crise mondiale du coût de la vie, frappant de plein fouet les pays en développement qui sont encore en train de se relever de la maladie à coronavirus (COVID-19). En outre, la possibilité que cette guerre entraîne un accident nucléaire glace le sang du monde entier. Les deux parties au conflit doivent

prendre toutes les mesures possibles pour empêcher cela, et ce, sur tous les sites nucléaires du pays. L'Agence internationale de l'énergie atomique continuera de soutenir ces efforts. Nous continuerons également à pousser en faveur de la liberté et de la sûreté de la navigation en mer Noire, et pour que les denrées alimentaires et les engrais ukrainiens et russes, dont le monde a tant besoin, puissent atteindre le marché international sans restrictions.

Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, nous avons connu deux années de combat, deux années de souffrances, deux années durant lesquelles les tensions mondiales ont été attisées, et les relations internationales mises à mal. C'en est assez. Le mépris de la Charte était à l'origine du problème. La respecter en est la solution. Cela veut dire respecter la souveraineté, l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, dans ses frontières internationalement reconnues. Il est temps de réaffirmer notre attachement à la Charte et de faire preuve d'un respect renouvelé pour le droit international. Telle est la voie de la paix et de la sécurité, en Ukraine et dans le monde entier.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

Je donne la parole à la Vice-Première Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Slovénie.

M^{me} Fajon (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé lucide, franc et éclairant, comme toujours.

Voilà deux années de mort et de destruction pour l'Ukraine et son peuple, deux années de violations du droit international humanitaire, deux années de violations des droits humains et deux années d'agression. Pour couronner le tout, cette semaine marque également le dixième anniversaire de l'annexion illégale de la Crimée. Quitte à faire des redites, je tiens à saisir l'occasion que me donne aujourd'hui le fait de siéger dans cette salle et de représenter un membre du Conseil de sécurité pour condamner une fois de plus l'agression de la Russie contre l'Ukraine, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et de l'Acte final d'Helsinki sur l'inviolabilité des frontières en Europe. La Slovénie appuie pleinement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Tandis que le pays est attaqué par des bombes d'artillerie, des drones et des missiles balistiques, le reste du monde est attaqué par des discours tendancieux, en particulier sur

la manière dont la guerre s'est déclenchée et son caractère inévitable.

Qu'il me soit permis de présenter au Conseil notre point de vue, celui d'un pays attaché à la paix et au règlement pacifique des différends internationaux et celui d'un membre du Conseil de sécurité issu de la région déstabilisée par cette guerre. Mon pays estime que la Russie fait preuve d'un mépris total pour la Charte, tout comme elle fait preuve d'un mépris total pour le vaste corpus que constituent le droit international et les accords clefs qui ont assuré la stabilité et la sécurité tant en Europe qu'au niveau international. La guerre a entraîné des pertes en vies humaines, brisé des familles et détruit des infrastructures. Il n'y a pas d'autre version de l'histoire à raconter ou d'autre explication convaincante à partager, seulement une histoire de mort et de destruction. Malgré notre situation géographique, nous n'avons pas vu venir la guerre. Ou plus exactement, nous avons refusé de croire qu'elle se préparait ou qu'il était possible qu'une guerre majeure éclate à nos portes, une guerre qui violerait de manière aussi flagrante les frontières d'un État souverain, déstabiliserait l'ensemble de la région et modifierait le paysage géopolitique mondial. Même après deux ans de cette guerre insensée, nous ne l'acceptons pas et nous n'acceptons certainement pas les exigences des forces d'occupation russes. Nous dénonçons sans relâche l'agression et exigeons inlassablement qu'elle cesse. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que les responsables de cette longue liste d'atrocités et d'autres crimes internationaux répondent de leurs actes.

La Slovénie félicite la nation ukrainienne pour sa bravoure et la détermination de sa population à défendre sa patrie. Nous partageons sa vision d'une paix juste, durable et viable, et nous nous associons aux efforts collectifs déployés à cette fin. Cette paix mérite que l'on y croie et que l'on agisse pour l'instaurer, et nous continuerons à soutenir l'Ukraine jusqu'à ce que nous atteignons cet objectif.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre de l'Europe et des affaires étrangères de la France.

M. Séjourné (France) : Cela fait deux ans que la Russie mène une guerre d'agression à grande échelle contre l'Ukraine et contre le peuple ukrainien, une guerre d'agression injuste, injustifiable et illégale. Au total, cela fait 10 ans que la Russie cherche à envahir son voisin et veut lui prendre une partie de son territoire. Ni les mauvais prétextes déployés par la Russie, ni la propagande et la désinformation massive sur les réseaux sociaux

ne résistent à ce constat clair et sans appel. La Russie continue d'agresser son voisin. Des troupes russes sont présentes sur le territoire de l'Ukraine, un État souverain.

La Russie a fait seule le choix de la guerre, qu'elle a décidé de mener depuis deux ans et dont elle porte seule la responsabilité. La Russie pourrait choisir d'y mettre un terme en retirant ses troupes du territoire ukrainien, mais elle ne le fait pas. Au contraire, elle continue de mener une guerre dont les conséquences font souffrir beaucoup de populations, nos populations. Il s'agit des populations des pays les plus vulnérables, celles qui souffrent le plus de la crise alimentaire et énergétique.

Cette guerre, comme je l'ai dit, est illégale. Elle est en tout point contraire à la Charte des Nations Unies et aux règles et aux principes qui fondent l'ordre international que nous avons bâti au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Le Conseil doit rester le garant de cet ordre, comme il doit également garantir le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des États. Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas y renoncer. Nous devons faire primer et respecter le droit. Je remercie d'ailleurs le Secrétaire général d'avoir rappelé très clairement ces principes dans son intervention.

La Russie viole les principes consacrés par la Charte, mais aussi les résolutions adoptées par le Conseil. Elle utilise aussi des drones acquis en Iran et des missiles fournis par la Corée du Nord pour mener ses frappes. Elle occupe illégalement la centrale nucléaire de Zaporizhzhia et n'hésite pas à miner ses abords. Cela accroît de manière irresponsable le risque d'accident nucléaire. La Russie entrave la liberté de circulation en mer Noire. Elle utilise l'énergie et l'alimentation comme des armes de guerre et de coercition. Elle emploie la désinformation. Je ne peux pas laisser le représentant de la Fédération de Russie dire que les ministres ne se sont pas réunis au sujet de Gaza. J'ai moi-même présidé au niveau ministériel une réunion hebdomadaire sur ce point-là, en présence de nombreux ministres de l'Union européenne.

La guerre de la Russie est aussi illégale, parce que ses troupes violent massivement le droit international humanitaire et les droits de l'homme. En plus d'être illégale, la guerre russe est également inhumaine. Je veux redire ici notre condamnation la plus ferme des massacres de civils, des viols et des actes de torture utilisés comme armes de guerre et des déportations d'enfants ukrainiens. Ces crimes ne doivent pas rester impunis. C'est tout le sens des deux mandats d'arrêt émis par la Cour pénale internationale l'an dernier. La Russie veut aussi faire oublier tout cela.

La Russie veut nous persuader de ses victoires inéluctables et veut que nous renoncions à défendre notre sécurité et nos valeurs. Elle échouera sur ce terrain et sur d'autres. Tout d'abord, la Russie est en échec sur le plan militaire. Après deux ans de pertes humaines immenses, par centaines de milliers, au prix d'une répression interne sans merci des voix qui dénoncent l'absurdité de cette guerre et d'une économie en déclin malgré des statistiques faussées, elle stagne sur le terrain militaire et recule en mer Noire.

La Russie ne parviendra pas non plus à nous décourager. Dès lundi, la France réunira autour du Président de la République les pays déterminés à accroître leur soutien à l'Ukraine et à répondre à la menace que la Russie fait peser sur leur sécurité. Nous faisons montre de solidarité et sommes pleinement mobilisés pour l'Ukraine. L'Ukraine exerce sa légitime défense. Elle défend son existence même et sa liberté face à l'envahisseur. Pourtant, l'Ukraine seule cherche la paix et propose des initiatives en ce sens, avec le plan du Président Zelenskyy. La France et l'Europe continueront de manière unie à soutenir le plan de paix que propose le Président Zelenskyy.

Le Conseil doit être uni autour de l'objectif que la Charte impose partout et à tous. Dans cette guerre, il faut rechercher la victoire de la Charte par la mise en échec de la Russie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni.

Lord David Cameron (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Nous nous réunissons deux ans après que Vladimir Poutine a ordonné une invasion totalement non provoquée d'un Membre souverain de l'Organisation des Nations Unies. Il y a des frappes aériennes au lever du jour et des chars qui franchissent la frontière. D'aucuns affirment de façon absurde qu'il ne s'agissait pas d'une déclaration de guerre. À bien des égards, l'élément le plus remarquable a été l'absence totale de justification ou de menace venant de l'Ukraine. Il y a eu un mépris profond pour les lois qui lient les nations et les principes de l'ONU. Nous avons pu voir l'effronterie avec laquelle Poutine a continué de prétendre qu'il s'agissait là d'un acte légitime. Quelques jours après le 24 février (voir A/ES-11/PV.1), l'Assemblée générale a déclaré que l'invasion était une erreur et que la Russie devait se retirer immédiatement. Deux ans plus tard, la situation n'a pas changé. C'est pourquoi je voudrais aujourd'hui poser deux questions.

Ma première question s'adresse au Kremlin. Ma première visite en tant que Ministre des affaires étrangères a été en Ukraine. Je me suis retrouvé au milieu des décombres de la cathédrale d'Odesa, qui a été détruite par les bombardements. J'ai vu des Ukrainiens courageux embrasser leurs proches pour leur dire au revoir avant de partir défendre leur patrie. Je sais que ce type de scènes ne se produit pas qu'en Ukraine. Des mères russes ont elles aussi dû faire leurs adieux à leurs fils russes. Des villes russes portent elles aussi les stigmates de la guerre. Ma question à Poutine est simple : pourquoi ? Son gouvernement affirme qu'il s'agit d'une bataille entre frères. Quelle est cette forme tordue de fraternité au nom de laquelle tant de vies doivent être gâchées ? Comment la Russie se montre-t-elle à la hauteur des responsabilités qui lui incombent, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales ? Combien d'explications ridicules avons-nous déjà entendues à propos de cette invasion ? S'agit-il de criminels ou de compatriotes russes ? Un jour, l'Ukraine représente une menace existentielle et le lendemain, on nous dit qu'elle n'existe pas. Se battent-ils contre des laquais de l'OTAN ou des nazis ? Les seules personnes qui se comportent comme des nazis sont les membres du régime de Poutine, qui envahissent un autre pays en espérant que le monde sera faible et les laissera s'en tirer à bon compte. Voilà la vérité toute simple. Poutine croit qu'il peut conquérir des territoires, redessiner des frontières et faire usage de la force pour construire son empire. Nous ne devons pas le laisser faire. Nous connaissons la réponse de l'Ukraine. Nous avons vu le courage dont le Président Zelenskyy a fait montre il y a deux ans. Je tiens à dire au Représentant permanent de la Fédération de Russie que le Président et le peuple ukrainiens sont tout à fait capables de décider eux-mêmes s'ils doivent renoncer à une partie de leur pays en raison de l'invasion illégale de la Russie.

Aujourd'hui, nous admirons la persévérance dont le peuple ukrainien fait preuve jour après jour. Il ne fléchira pas. D'ailleurs, il continue de repousser la Russie, libérant la moitié des terres dont Poutine s'est emparé et chassant la marine russe de la base de Sébastopol. Le cours de la guerre peut avoir des hauts et des bas, mais la prise d'une petite ville ne modifie pas la réalité de la situation de la Russie. L'armée russe a de moins en moins de matériel moderne. Elle doit compter sur des obus de mauvaise qualité fournis par Pyongyang. Elle a envoyé une génération de jeunes Russes à l'abattoir. Comment la Russie justifie-t-elle leur mort auprès de leurs mères ? Ou ne se donne-t-elle même pas la peine de le faire ?

Le Kremlin s'attendait à ce que l'Ukraine plie, mais les Ukrainiens défendent fermement leur liberté. Tout le monde devrait connaître la réponse de la Grande-Bretagne. Le mois dernier, le Premier Ministre de mon pays a été le premier dirigeant étranger à prendre la parole devant la Rada. Nous sommes le premier pays à avoir signé un pacte de sécurité avec l'Ukraine. Hier, nous avons imposé de nouvelles sanctions visant le complexe militaro-industriel russe et les personnes qui s'efforcent de continuer à le faire fonctionner. Ces sanctions sont un rappel que nous ne céderons pas. Nous défendrons fermement la liberté de l'Ukraine. Le monde a également vu la réponse d'Alexei Navalny. Il a fait preuve d'un courage incroyable en retournant en Russie. Il n'a pas cédé et a subi de terribles conséquences pour avoir défendu avec détermination la démocratie russe.

Aujourd'hui, nous avons l'occasion de donner la réponse du monde. Nous abhorrons tous et toutes les souffrances inutiles. Aucun d'entre nous n'a été épargné par les conséquences économiques de la guerre, et, pourtant, nous savons tous ce qui est en jeu ici. En agissant de manière aussi éhontée, Poutine ne cherche pas seulement à s'emparer d'une partie du territoire de son voisin. Il ne cherche pas seulement à abolir le droit du peuple ukrainien à l'autodétermination. Il cherche ouvertement à bouleverser l'ordre international, en le remplaçant non pas par une vision progressiste fondée sur l'égalité des nations, mais par un retour à une idéologie du XIX^e siècle où règne la loi du plus fort, en particulier la sienne. C'est pourquoi nous devons tous et toutes nous opposer à Poutine, non seulement par solidarité avec l'Ukraine, mais aussi parce que ses agissements en Ukraine sont très dangereux pour tout le monde. Si nous cédon à l'idée qu'un pays peut envahir un autre en toute impunité, nous nous retrouverons alors dans une terrible situation où n'importe quel pays pourrait connaître le même sort. Le respect de la souveraineté est au cœur du système international, au cœur de l'Organisation des Nations Unies. Rien ne compte plus pour ses membres que la garantie que nos frontières sont considérées comme inviolables. C'est pourquoi rien ne devrait nous importer plus que de voir Poutine échouer. Nous ne devons pas céder. Nous devons tenir bon.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Conseiller fédéral et Chef du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse.

M. Cassis (Suisse) : Notre organisation a été fondée sur la recherche de la paix. La paix est notre raison d'être. Qu'il me soit permis d'utiliser aujourd'hui les mots que le Secrétaire général a prononcés au début du mois

devant l'Assemblée générale (voir A/78/PV.54) : « La paix est notre raison d'être ». La Suisse partage profondément cette vision. Le slogan de notre candidature au Conseil de sécurité résonne ainsi : « Un plus pour la paix ». Ce « plus » symbolise également la croix blanche au cœur de notre drapeau rouge, incarnant notre engagement constant envers la construction et le maintien de la paix dans le monde.

Malheureusement, au cours des deux dernières années, le Conseil de sécurité n'a pas pleinement assumé sa responsabilité dans la garantie de la paix et de la sécurité pour l'Ukraine et son peuple. Nous avons bien sûr incessamment lancé des appels à la paix, à respecter le droit international humanitaire et à redoubler d'efforts pour mettre fin à ce conflit. Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, les pertes humaines se chiffrent par milliers, les personnes déplacées se comptent par millions et les familles déchirées ne se comptent plus. Les répercussions, tant en Europe que dans le monde, sont désormais évidentes sur les plans alimentaire, énergétique, sécuritaire et ainsi de suite.

Alors, que pouvons-nous faire ? Et surtout, que faisons-nous ? Que faisons-nous pour que la Charte des Nations Unies soit respectée ? Que faisons-nous pour que les Conventions de Genève cessent d'être violées ? Que faisons-nous pour que l'humanité dans la guerre soit assurée et pour que la paix soit rétablie ? Une chose est certaine : malgré toute la frustration engendrée par cette guerre, voire par toutes les guerres, nous ne devons pas céder au pessimisme. Nous devons plutôt analyser et agir en fonction des faits pour trouver tout chemin menant vers la paix, à la lumière de notre histoire de Nations Unies.

Dans cette salle, nous sommes les gardiens de la paix. Nous portons ensemble la responsabilité de cet idéal, décidé il y a trois quarts de siècle. Nous devons parvenir à faire ensemble un premier pas sur ce chemin, car la cause de la paix est trop grande pour permettre à nos différences de nous bloquer. En janvier dernier, en marge du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, et à la demande de l'Ukraine, la Suisse a exprimé son engagement à organiser une conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine. Nous sommes parfaitement conscients de la complexité de cette mission, de la sinuosité du parcours et de l'incertitude de l'horizon. Mais nous travaillons sans relâche pour initier une dynamique à la fois pragmatique et inclusive. Je suis en effet convaincu qu'il faut écouter tout le monde, comprendre les grammaires de la paix des uns et des autres. Et l'horizon incertain deviendra de plus en plus certain grâce à une large alliance de toutes les régions du monde. Et les parcours sinueux deviendront

moins sinueux si nous évitons les pièges de la rhétorique qui alimente les oppositions.

J'invite chacun et chacune à entreprendre ce premier pas, à nous lever aujourd'hui pour marcher ensemble vers la paix. Bien sûr, la Suisse n'est ni la première ni la seule à vouloir agir. D'autres pays se sont également engagés, et je salue ici leurs initiatives. Mais le temps nous est compté. Unissons nos forces pour démarrer un processus avant l'été : la Suisse est prête à y mettre toute son énergie. Même si la demande vient d'une seule partie, l'Ukraine, et alors que mon pays condamne l'agression militaire russe, c'est aujourd'hui notre effort collectif qui est demandé.

La paix est dans cette salle notre raison d'être. Une conférence de haut niveau sur la paix en Ukraine est un premier pas, insuffisant à lui seul, mais indispensable pour commencer. D'autres nations pourront également prendre la relève, j'en suis persuadé. Il s'agit maintenant de commencer avec pragmatisme, avec réalisme : pragmatisme, pour trouver le dénominateur commun de nos nations ; réalisme, pour trouver le moyen d'embarquer à terme l'Ukraine et la Russie sur ce chemin. Pour préparer la paix demain, j'espère pouvoir compter sur le Conseil aujourd'hui. Notre raison d'être en dépend.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République de Corée.

M. Cho (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier le Guyana d'avoir convoqué cette séance et exprimer ma gratitude au Secrétaire général Guterres pour son exposé instructif mais malheureusement préoccupant.

En effet, il est presque surréaliste d'être dans la salle même du Conseil de sécurité, auquel incombe la responsabilité principale de la paix et de la sécurité internationales, pour examiner la question de l'agression illégale commise par l'un de ses membres permanents. Deux ans se sont écoulés depuis que les chars russes sont entrés en Ukraine, violant ainsi le principe le plus sacrosaint inscrit dans la Charte des Nations Unies, et les actes illégaux de la Russie ne montrent aucun signe de désescalade. Malheureusement, une catastrophe humanitaire se déroule sous nos yeux. Le conflit a coûté la vie à des dizaines de milliers de civils, mis à mal les moyens de subsistance et causé des traumatismes durables, en particulier aux enfants. Une génération de jeunes Ukrainiens et Russes est en train de périr à cause d'une guerre injustifiée. La guerre de la Russie contre l'Ukraine non seulement ébranle les fondements mêmes de l'Organisation des

Nations Unies, mais elle a également détruit tout sentiment de sécurité, non seulement pour le peuple ukrainien, mais aussi pour ses voisins.

La guerre a également des répercussions dans le monde entier, en ce qu'elle perturbe l'approvisionnement en énergie et la sécurité alimentaire et aggrave les crises économiques et sociales dans d'autres parties du monde. La violation flagrante des normes et des obligations internationales, au mépris de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, doit cesser immédiatement. Le droit international humanitaire, qui interdit expressément les attaques contre les civils et les infrastructures civiles, doit être respecté en toutes circonstances et par toutes les parties.

La Corée, qui ne connaît que trop bien les souffrances engendrées par une agression militaire, est fermement convaincue que cette agression ne doit pas rester sans réponse. En tant que nation qui ne connaît que trop bien les terribles conséquences des conflits armés, la Corée compatit grandement au sort du peuple ukrainien. C'est pourquoi le Président Yoon Suk Yeol s'est rendu en Ukraine en juillet 2022 et a lancé l'Initiative de paix et de solidarité avec l'Ukraine. Au titre de cette initiative, la Corée a fourni 140 millions de dollars d'aide humanitaire à l'Ukraine, notamment du matériel de déminage et des véhicules des prise en charge des urgences médicales. À partir de cette année, nous fournirons une aide globale de 2,3 milliards de dollars, étalée sur plusieurs années, afin contribuer à alléger les souffrances du peuple ukrainien et de l'aider à reconstruire sa nation. De plus, nous collaborons avec des partenaires internationaux par l'intermédiaire de la plateforme pluri-institutions de coordination des donateurs pour l'Ukraine, afin que notre aide collective soit à la fois efficace et bien coordonnée.

Mon gouvernement est extrêmement préoccupé par la naissance d'une coopération militaire entre la Russie et la Corée du Nord. Des munitions et des missiles nord-coréens ont été aperçus en Ukraine, ce qui non seulement exacerbe les souffrances humaines, mais risque également d'aggraver et de prolonger la guerre en Ukraine. S'il s'avère que la Corée du Nord reçoit en contrepartie des technologies militaires avancées ou des cargaisons de pétrole dépassant les limites prescrites par les résolutions du Conseil de sécurité, les capacités de la Corée du Nord à compromettre la sécurité dans la péninsule coréenne et au-delà s'en trouveraient renforcées. Les deux dimensions de cette relation constituent clairement des violations de multiples résolutions du Conseil de sécurité et fragilisent le régime mondial de non-prolifération.

Nous demandons instamment à la Russie et à la Corée du Nord de respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qui ont toutes été adoptées à l'unanimité dans cette salle.

Le conflit en cours en Ukraine accroît les tensions géopolitiques partout dans le monde, nous plaçant devant des défis d'une ampleur sans précédent. Il faut donc que le Conseil de sécurité élabore des stratégies efficaces pour surmonter ces complexités, malgré les lacunes sous-jacentes et les contraintes actuelles, afin de s'acquitter de son devoir fondamental, à savoir maintenir la paix et la sécurité internationales. Je tiens à réaffirmer qu'en tant que membre du Conseil de sécurité, la Corée reste déterminée à contribuer activement à la réalisation de cet objectif.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Représentante permanente des États-Unis et membre du Cabinet du Président Biden.

M^{me} Thomas-Greenfield (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général Guterres de son exposé, ainsi que le Guyana d'avoir convoqué cette importante séance. Je me félicite de la présence des nombreux ministres des affaires étrangères qui nous rejoignent aujourd'hui. Leur présence traduit l'importance que cette question revêt pour nous tous.

Il y a deux ans, par une froide soirée de février, je me suis réunie avec de nombreux membres du Conseil dans cette salle. Les États-Unis et l'Albanie avaient demandé l'organisation d'une séance d'urgence tard dans la nuit (voir S/PV.8974), parce qu'ils craignaient l'imminence de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et ils avaient raison.

Nous sonnions l'alarme depuis des semaines. J'avais clairement informé le Conseil de la concentration de forces militaires le long de la frontière avec l'Ukraine. Le Secrétaire d'État Blinken a pris la parole au Conseil de sécurité (voir S/PV.8968), exposant avec force détails les craintes que nous avions quant à l'invasion imminente par la Russie de son voisin souverain. Et, le 24 février, elle l'a fait. Alors que moi-même et d'autres membres du Conseil appelions à la diplomatie et à la désescalade, le Président Poutine a ouvertement choisi la guerre. Alors même que le représentant russe, qui présidait alors le Conseil, le niait dans cette salle, nous étions des témoins directs de l'agression barbare commise par la Russie. Le monde pouvait voir ce choix entre la violence et la diplomatie, la guerre et la paix se dérouler en temps réel.

Aujourd'hui, malgré les efforts de Poutine, le monde continue d'être témoin de la barbarie, de l'hypocrisie et

de la cruauté de la Russie. Grâce au travail acharné des enquêteurs et des travailleurs humanitaires ukrainiens, des journalistes courageux et de nombreux organes de l'ONU, dont le Conseil de sécurité, nous avons percé à jour les mensonges du Kremlin. Nous avons percé à jour le mensonge voulant que ce ne sont pas les soldats russes qui se sont emparés illégalement de la Crimée il y a 10 ans, un mensonge que Poutine a fini par admettre lorsque cela l'arrangeait, et le mensonge selon lequel l'organisation criminelle transnationale qu'est le groupe Wagner n'avait aucune affiliation avec le Kremlin. Le déploiement à grande échelle des forces du groupe Wagner, ainsi que l'aveu de M. Poutine selon lequel le Kremlin a financé son action, ont prouvé le contraire. Et bien sûr, nous avons percé à jour le mensonge, proféré durant les mois qui ont précédé l'invasion russe il y a deux ans, selon lequel la Russie n'avait pas l'intention d'envahir à nouveau l'Ukraine, et voulant que les quelque 200 000 soldats amassés près de la frontière l'étaient uniquement dans le cadre d'un simple exercice militaire. Poutine tente avec ses mensonges de réécrire l'histoire, de justifier l'injustifiable, de briser la volonté du peuple ukrainien et de la communauté internationale qui défend la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux de souveraineté, d'indépendance et d'intégrité territoriale qu'elle incarne.

Nous ne pouvons pas demeurer les bras croisés, alors que la Russie continue de bombarder les silos à grains, elle qui a détruit plus de 300 000 tonnes de céréales en l'espace de quelques mois l'an dernier ; alors que le Kremlin continue de détenir des militants politiques, des journalistes, des dirigeants de l'opposition et des personnes comme Alexei Navalny, qui a été tué pour avoir confronté le pouvoir à la vérité au sujet de la gangrène autoritaire au cœur du Gouvernement russe ; alors que les forces russes ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité en Ukraine, notamment des exécutions sommaires, des actes de torture et des violences sexuelles ; et alors que des centaines de milliers de civils ukrainiens ont été déportés en Russie ou transférés de force dans les territoires ukrainiens occupés par la Russie, des bébés de quelques mois dont la Russie a effacé l'identité ukrainienne et dont elle a changé l'avenir de façon permanente.

La liste des violations et des atteintes commises par la Russie peut, malheureusement, s'allonger à l'infini. Cette guerre insensée a aggravé la crise mondiale de l'insécurité alimentaire, ébranlé le marché mondial de l'énergie, causé des dommages incalculables à notre environnement et sapé le régime mondial de non-prolifération. Depuis deux ans, le Président Poutine s'acharne

à soumettre les Ukrainiens. Et pourtant, face à tant de cruauté, tant de traumatismes, tant de morts et de destructions, le peuple ukrainien ne s'est pas laissé abattre. Il s'est défendu, et le fait efficacement. Largement inférieurs en nombre, les Ukrainiens ont défendu non seulement leurs terres, mais aussi leurs libertés, leur démocratie et leur identité. Et ils ont montré au monde que la solidarité est une forme de résistance.

Je pense aux personnes qui construisent des écoles de fortune et des abris antiaériens, aux professionnels de la santé qui soignent les orphelins et cachent ensuite ces bébés aux Russes qui espèrent les prendre. Je pense aussi aux travailleurs que j'ai rencontrés dans une usine de traitement des céréales à Kyïv, des personnes qui risquent leur vie pour nourrir les populations les plus exposées à la famine. Depuis deux ans, tout en s'efforçant de nourrir le monde et de le garder au chaud, les Ukrainiens s'opposent à l'agression de Poutine qui veut conquérir leur pays, le dépouiller de son indépendance et l'intégrer à la Russie.

Nous devons donc, en tant que membres de la communauté internationale, aider l'Ukraine à lutter non seulement pour la paix, mais aussi pour une paix juste et pérenne, ancrée dans les principes fondamentaux consacrés par la Charte des Nations Unies que sont la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance, une paix que la Russie a maintes fois rejetée au profit de la violence, de la destruction et de l'illégalité. Parce que, soyons parfaitement clairs, si la Russie déposait ses armes aujourd'hui, la guerre s'arrêterait ; mais si l'Ukraine déposait ses armes, elle serait anéantie. Il n'y a qu'un seul agresseur dans cette guerre, et il n'y a qu'une seule partie qui peut y mettre fin. C'était vrai il y a deux ans, lorsque cet organe s'est réuni par cette froide nuit de février, alors que le monde allait basculer, et c'est encore vrai aujourd'hui.

C'est pourquoi, face à tant de mensonges éhontés proférés dans cette salle et par Moscou, nous continuons de nous tenir aux côtés du peuple ukrainien. Et nous continuons d'exiger de la Russie qu'elle mette fin à sa campagne de cruauté ; qu'elle retire ses soldats des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine et qu'elle rende les enfants enlevés à leurs foyers ; qu'elle cesse d'acheter illégalement des missiles balistiques, des lanceurs et d'autres armes à la République populaire démocratique de Corée, en violation des résolutions du Conseil de sécurité ; et qu'elle assume ses responsabilités de membre du Conseil et respecte la Charte des Nations Unies que nous avons tous juré de protéger.

Aujourd'hui, le Président Biden a annoncé de nouvelles sanctions contre la Russie en raison de sa guerre d'agression contre l'Ukraine et à la suite de la mort d'Alexei Navalny. Nous devons demander des comptes à la Russie, afin de ne plus marquer de nouveaux anniversaires tragiques comme celui d'aujourd'hui, et pour que le vaillant et résilient peuple ukrainien puisse enfin connaître une paix juste et durable.

M. Tsuji (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général Guterres de son exposé.

Il y a deux ans, la Russie a lancé son agression barbare contre l'Ukraine, et je participe à cette séance du Conseil de sécurité aujourd'hui pour condamner avec force la Russie, qui poursuit cette agression et ces hostilités aujourd'hui encore. Nous condamnons avec la plus grande fermeté l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Cette violation flagrante du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, ne saurait se justifier. La souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine doivent être respectées. Il ne s'agit pas seulement d'une question européenne, ni simplement d'une question liée à une prétendue opposition entre la Russie et l'Occident. Aucune tentative de modifier unilatéralement le statu quo par la force ne doit être tolérée, nulle part dans le monde.

De nombreux civils ont perdu la vie ou ont été blessés, et les attaques russes contre les hôpitaux, les écoles, les centrales électriques et d'autres infrastructures critiques ne détruisent pas seulement la vie des Ukrainiens dans le présent, mais menacent également leur avenir. Le droit international, y compris le droit international humanitaire, doit être respecté. Tous les auteurs de ces atrocités doivent répondre de leurs actes.

L'acquisition par la Russie de missiles balistiques auprès de la Corée du Nord et leur emploi contre l'Ukraine sont absolument inadmissibles. Tout transfert d'armes ou de matériel et de technologies connexes, - de mauvaise qualité, d'ailleurs, si je puis ajouter -, entre la Russie et la Corée du Nord constitue une violation flagrante des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Par ailleurs, nous sommes profondément préoccupés par le transfert éventuel de technologies nucléaires et liées aux missiles balistiques à la Corée du Nord. La menace de la Russie d'employer des armes nucléaires constitue une menace grave et inacceptable pour la paix et la sécurité de la communauté internationale.

Nous respectons les efforts déployés par de nombreux pays pour rechercher la paix. Toutefois, il est inconvenant de mettre l'agresseur et la victime sur le même

plan et d'exiger des efforts diplomatiques de la part des deux parties, comme si elles étaient toutes deux fautives. Le Japon réaffirme que la paix doit être fondée sur les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. À cet égard, le Japon appuie les efforts déployés par le Président Zelenskyy pour promouvoir sa formule pour la paix. Nous devons parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine, comme le réclament des majorités écrasantes à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Nous devons défendre l'ordre international fondé sur l'état de droit.

Depuis ma visite à Kyïv en novembre dernier, je travaille d'arrache-pied pour contribuer à la concrétisation du relèvement et de la reconstruction de l'Ukraine. Et le 19 février, le Japon a invité le Premier Ministre ukrainien Shmyhal à Tokyo pour participer à la Conférence nippo-ukrainienne pour la promotion de la croissance économique et de la reconstruction. À cette occasion, nous avons confirmé notre intention de promouvoir une coopération étroite du secteur public et du secteur privé, et nous sommes convenus de l'importance de fournir un appui à moyen et long terme, en tenant compte des femmes et des enfants. Nos secteurs public et privé continueront à appuyer l'Ukraine, en tenant compte des besoins du pays.

Une fois de plus, nous demandons instamment à la Russie de cesser son agression et de se retirer immédiatement et sans condition de tous les territoires internationalement reconnus de l'Ukraine. C'est une question de principe. Cela va au-delà de la politique. Par conséquent, avec ses alliés et partenaires, le Japon continuera à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra.

M^{me} Frazier (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé.

Nous sommes réunis pour marquer le deuxième anniversaire de la guerre d'agression non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Cette guerre et sa poursuite sont un affront à la Charte des Nations Unies, à l'action menée par le Conseil de sécurité et à l'architecture internationale de paix et de sécurité. En tant que membres du Conseil, nous avons tous la responsabilité collective de faire respecter la Charte des Nations Unies. Il nous appartient d'encourager davantage la mise en œuvre des résolutions adoptées par l'Assemblée générale à sa session extraordinaire d'urgence sur l'Ukraine. Nous devons donner suite aux appels du Secrétaire général en faveur de solutions diplomatiques. Tous ces éléments sont essentiels au rétablissement de la paix et de la sécurité internationales.

Le nombre de victimes civiles en Ukraine a considérablement augmenté en décembre 2023 et en janvier de cette année par rapport aux mois précédents. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a confirmé que 158 civils ont été tués et 483 blessés au cours du seul mois de janvier. Depuis le début de cette guerre, l'on dénombre plus de 30 000 victimes civiles et plus de 14 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire en Ukraine. La déportation et le transfert forcé d'enfants sont particulièrement préoccupants. Selon le Bureau national d'information ukrainien, plus de 19 000 enfants ont été déportés ou déplacés de force. À cet égard, Malte rappelle la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine, créée par le Conseil des droits de l'homme, ainsi que le rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés (S/2023/363), qui ont fait la lumière sur les violations commises par la Russie contre des enfants.

Les conséquences de ce conflit n'épargnent pas non plus les femmes et les filles. Elles sont touchées de manière disproportionnée, car elles sont beaucoup plus exposées aux violences sexuelles fondées sur le genre et liées aux conflits. Malgré l'horreur et le traumatisme que nombre d'entre elles ont vécus au cours des 24 derniers mois, les Ukrainiennes, femmes et filles, font preuve d'un courage et d'une résilience remarquables. Des millions d'entre elles jouent un rôle capital dans la fourniture de l'aide humanitaire.

Malte est fermement attachée au droit international et à la Charte des Nations Unies. Aussi réaffirmons-nous notre appui résolu à tous les processus en cours pour faire appliquer le principe de responsabilité. Je pense notamment aux travaux importants de la Cour internationale de Justice et de la Cour pénale internationale. Les responsables des crimes commis en Ukraine doivent répondre de leurs actes. Il ne saurait y avoir de paix durable sans justice. Nous ne devons pas non plus oublier qu'en mettant fin à l'Initiative de la mer Noire, la Russie a également pris la population mondiale en otage en bloquant les exportations de céréales ukrainiennes, tout en volant des céréales dans les territoires ukrainiens occupés et en détruisant les installations céréalières ukrainiennes.

Face à ce blocus unilatéral, l'Union européenne a renforcé son appui à l'Ukraine et à la sécurité alimentaire mondiale. L'Union européenne continuera d'investir dans le plan d'action sur les corridors de solidarité, qui a permis à l'Ukraine d'exporter 67 millions de tonnes de céréales, de graines oléagineuses et de produits connexes depuis mai 2022.

Pour terminer, je voudrais dire que Malte continuera à appuyer tous les efforts visant à remédier aux conséquences de l'agression de la Russie. Nous réaffirmons également que le seul moyen d'avancer vers une paix juste et durable serait que la Russie cesse immédiatement toutes les hostilités et retire complètement et sans condition toutes ses forces et tout son matériel militaire de l'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : La séance d'aujourd'hui, organisée à l'initiative d'un certain nombre de délégations occidentales, donne une impression de déjà-vu. Il y a un an, dans cette même salle, la présidence maltaise du Conseil de sécurité avait organisé un spectacle similaire pour marquer le premier anniversaire du début de notre opération militaire spéciale (voir S/PV.9269). Les ministres européens s'étaient rendus en masse à cette séance pour lire à haute voix des copies conformes d'une déclaration antirusse rédigée à l'avance.

Il y a un an, il était de bon ton pour le bloc occidental de promouvoir ses initiatives pseudo-pacifiques, qui se résument essentiellement au doux oxymore d'Orwell selon lequel « la guerre, c'est la paix ». Dans le même temps, l'Occident a ouvertement bercé Zelenskyy, qui n'est manifestement pas un brillant stratège, de l'illusion dangereuse et absurde qu'avec l'appui de l'Occident, il pourrait vaincre la Russie sur le champ de bataille. Un certain gentilhomme d'un « magnifique jardin », qui considère quiconque ne fait pas partie du milliard doré comme de la mauvaise herbe dans ce jardin, s'est efforcé avec une ardeur particulière de convaincre Zelenskyy. De manière tout aussi orwellienne, l'Union européenne a fourni des armes au régime de Kiev avec l'argent du Fonds pour la paix.

Une autre année s'est écoulée depuis. La contre-offensive très médiatisée de l'Ukraine a totalement échoué, mais l'Occident a continué à fournir des armes au régime de Kiev, l'encourageant à jeter toujours plus de vies ukrainiennes dans les flammes d'un conflit que les États-Unis, abandonnant toute décence, qualifient désormais d'entreprise commerciale rentable. C'est dire à quel point il s'est avéré rentable pour le complexe militaro-industriel. Dans le même temps, on s'obstine à promouvoir un dialogue sur une pseudo-formule de paix totalement illusoire, en recourant à toutes sortes d'astuces pour forcer les pays du monde du Sud et de l'Est à participer à diverses réunions à cet effet, que ce soit à Copenhague ou à Davos, afin de faire passer cela pour un large soutien international. Cependant, il est clair que les

pays de la majorité mondiale comprennent les véritables raisons de ces intrigues et ne brûlent pas d'envie d'y jouer le rôle de figurants, tout comme ils savent qu'il est inutile de discuter de quoi que ce soit sans la Russie.

Qu'est-ce que cette année a apporté à l'Ukraine ? La réponse est des centaines de milliers de morts insensées supplémentaires, l'effondrement imminent de son économie et une profonde crise de gouvernance, puisque l'inefficacité et le manque d'indépendance des dirigeants de Kiev deviennent de plus en plus évidents pour le peuple ukrainien. Le Gouvernement est plongé dans la corruption jusqu'au cou. Il n'est même pas en mesure de répondre à ses obligations sociales de base et en est réduit à supplier, en vain, les donateurs occidentaux de lui fournir l'argent nécessaire pour payer les retraites de ses citoyens. Les membres de la jeune génération, et maintenant même de la moins jeune, sont rassemblés comme du bétail dans les rues pour être envoyés à l'abattoir afin de montrer aux donateurs occidentaux un retour sur investissement.

Nous avons entendu de nombreuses déclarations grandiloquentes aujourd'hui et nous en entendrons encore beaucoup d'autres. Mais en réalité, l'Occident n'a aucun intérêt à aider l'Ukraine. L'essence de la politique occidentale à l'égard de l'Ukraine a récemment été résumée avec franchise par Zanny Minton Beddoes, rédactrice en chef de la publication britannique *The Economist*, qui a déclaré dans un entretien télévisé que,

« [D]onner de l'argent à l'Ukraine est le moyen le moins coûteux pour les États-Unis de renforcer leur sécurité. Ce sont les Ukrainiens qui combattent. Ce sont eux qui sont tués. Les États-Unis et l'Europe leur fournissent des armes et, ce faisant, nous nous opposons à Poutine ».

Dans la meilleure des traditions néocoloniales, l'Occident, avec à sa tête les États-Unis, tente de régler ses problèmes géopolitiques, de faire en sorte que Washington ne perde pas son rôle autoproclamé de puissance hégémonique mondiale et de prévenir l'émergence d'autres pôles puissants et autonomes dans le monde en promouvant ses intérêts au prix de la vie des Ukrainiens qu'il considère comme les « indigènes » d'aujourd'hui. Quoi qu'il en soit, il est déjà clair que dans cette guerre par procuration des États-Unis, de l'Union européenne et de l'OTAN contre la Russie, menée par les Ukrainiens, c'est l'Ukraine qui est en train de perdre. Ce qui est tout aussi important, même s'il est difficile pour nos collègues européens d'accepter cette conclusion, c'est que l'Ukraine n'est pas la seule perdante dans ce conflit. En effet, le plus

probable est que l'Union européenne elle-même sera la plus grande perdante.

Je saisis cette occasion pour m'adresser aux représentants des pays de l'Union européenne. Ils construisent le projet européen depuis si longtemps, fiers d'avoir réussi à élaborer une politique étrangère et de sécurité commune. Nous nous souvenons de l'époque où l'Union européenne nourrissait des projets pour développer son rôle géopolitique et avait ses propres opinions sur toute une série de questions internationales essentielles. Il est frappant de constater avec quelle facilité ils ont abandonné toutes ces ambitions, retournant au rang de satellites obéissants des États-Unis. Le conflit en Ukraine, qu'ils alimentent avec tant de zèle avec les derniers débris des arsenaux européens, ne fait qu'exacerber les problèmes migratoires dans leurs pays et miner leur secteur énergétique. Comme nous l'avons appris cette semaine, les pertes directes de la seule Allemagne, qui est considérée comme le moteur de l'Union européenne, en raison des sanctions antirusse imposées par les États-Unis, s'élèvent à au moins 200 milliards de dollars.

Quel est donc l'intérêt de l'Europe dans tout cela ? Il est dommage qu'ils aient oublié que les États-Unis et la Grande-Bretagne ont toujours été les principaux bénéficiaires de tout conflit en Europe continentale et qu'ils ont intentionnellement attisé des conflits dans la région pour empêcher l'émergence d'un autre concurrent géopolitique, à savoir une Europe unie vivant dans la paix et la coopération avec son voisin, la Russie. Les nouveaux membres européens qui défendent les intérêts américains ne cessent de leur inoculer le poison de la russophobie, et le résultat est que tout le monde est complètement empoisonné. Aujourd'hui, au lieu d'établir des partenariats stratégiques et des projets économiques mutuellement bénéfiques, les pays de l'Union européenne décrivent la Russie comme l'ennemi et se tirent une balle dans le pied en prétendant se libérer de leur dépendance énergétique vis-à-vis de notre pays alors qu'ils dépendent de plus en plus lourdement des États-Unis dans ce domaine.

En outre, ce n'est plus seulement l'Ukraine, mais l'ensemble de l'Europe qui risque de redevenir le tremplin d'une confrontation militaire dans laquelle elle est constamment entraînée depuis l'autre côté de l'océan. Les citoyens européens ont-ils besoin de cela ? Je me plais à croire que non. Des sondages d'opinion réalisés en janvier dans 12 pays européens montrent que seuls 10% des Européens pensent que l'Ukraine peut vaincre la Russie. Les agriculteurs européens se rebellent, car ils ne veulent pas perdre leurs marchés agricoles à cause

du dumping pratiqué par les exportateurs ukrainiens. Le tumulte à la frontière entre la Pologne et l'Ukraine a été largement médiatisé lorsque les garde-frontières polonais ont refusé de laisser passer des camions ukrainiens transportant des céréales. Il est clair qu'il n'y aura pas d'avenir européen radieux pour l'ancien grenier à blé de l'Union soviétique, que ses dirigeants fantoches ont transformé en une Ukraine corrompue et criminelle, appauvrissant sa population.

Après tout, depuis qu'elle est devenue officiellement indépendante, l'Ukraine s'est vu attribuer le rôle peu enviable de tête de pont antirusse. C'est en effet en 2004 que le premier coup d'État anticonstitutionnel organisé par l'Occident a eu lieu en Ukraine, et il n'a finalement pas été soutenu par la population. L'Occident a alors commencé à préparer un coup d'État de manière à ce qu'il n'y ait plus de ratés et à détruire une fois pour toutes l'opposition patriotique. C'est précisément ce qui se passe depuis le coup d'État de Maïdan en 2014.

L'arrivée au pouvoir de nationalistes et de néonazis occidentaux soutenus par les russophobes en 2014 a marqué un tournant dans l'histoire récente de l'Ukraine. Le coup d'État anticonstitutionnel, dont nous avons récemment passé le dixième anniversaire, a été rendu possible par une ingérence flagrante dans les affaires intérieures du pays. C'est ainsi que Kiev a commencé à être entraîné dans des projets aventuristes visant à infliger une défaite stratégique à la Russie, ce qui l'a conduit à ignorer les intérêts et à bafouer les droits des habitants du sud-est de l'Ukraine. Une prétendue opération antiterroriste cruelle et inhumaine a été lancée contre des personnes cherchant à préserver leur identité et leurs racines historiques et culturelles, au cours de laquelle l'armée et des bataillons nationalistes ont été déployés, en violation de la Constitution ukrainienne. Il n'y avait pas de terroristes dans le Donbass, comme l'a confirmé la récente décision de la Cour internationale de Justice. Tout cela a conduit à l'affaiblissement de l'État ukrainien, à une radicalisation accrue, à la montée du nationalisme et à de nombreuses victimes civiles.

Le représentant des marionnettistes britanniques du régime de Kiev a demandé dans cette salle si nous regrettons d'avoir envoyé nos fils combattre en Ukraine. Bien sûr, nous le déplorons vivement. Nous plaignons également les pauvres Ukrainiens qui sont envoyés à la mort au nom des intérêts géopolitiques de l'Occident.

Toutefois, avec l'hypocrisie dont l'Occident est coutumier, le représentant du Royaume-Uni a négligé de mentionner que nous avons fait la même chose il y a deux

ans, non pour démarrer une guerre, mais pour en arrêter une. Nous l'avons fait pour interrompre une guerre menée depuis huit ans contre la population civile du Donbass par un régime soutenu par le Royaume-Uni. À l'époque, cette guerre avait déjà fait 14 000 victimes, et c'est la principale raison qui a motivé le lancement de l'opération militaire spéciale.

Quant à la question de savoir qui nous combattons en Ukraine, la réponse est assez simple si on se rappelle qui le régime de Kiev révère en héros – par exemple, Stepan Bandera et Roman Shukhevych, dont les troupes, avec les nazis, ont tué des centaines de milliers de Juifs, de Polonais, de Russes et d'Ukrainiens. Il n'y a qu'à demander à M. Sikorski, qui s'exprimera tout à l'heure, d'évoquer le massacre de Volhynie, perpétré par l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, et le souvenir qu'on en garde en Pologne. Nous estimons que si les dirigeants d'un pays glorifient les nazis, parlent comme les nazis et permettent que des symboles nazis soient ouvertement affichés, ils sont eux-mêmes des nazis. L'Occident est simplement trop lâche et opportunément myope pour l'admettre.

Une fois encore, profitant de la présence de M. Séjourné et de M. Cameron à la séance d'aujourd'hui, bien que malheureusement ni l'un ni l'autre ne soit actuellement dans la salle, je tiens à aborder une autre question qui met nos collègues occidentaux très mal à l'aise depuis quelque temps : les Accords de Minsk.

Il y a environ un an, nous avons tous entendu Petro Poroshenko, François Hollande, Angela Merkel et Boris Johnson reconnaître que ni la France ni l'Allemagne, ni même le Royaume-Uni, n'avait pris ces accords au sérieux, à aucun moment. Ils n'ont jamais eu l'intention de pousser les autorités ukrainiennes à les appliquer et ne s'en sont servi que pour gagner du temps afin que Kiev puisse se préparer à une guerre avec la Russie. C'est là un aveu, en substance, de la part des dirigeants de ces États, qui ont ouvertement voire fièrement admis cette violation délibérée de la résolution 2202 (2015), qui entérinait les Accords de Minsk.

Pourtant, cela n'empêche pas les représentants de ces mêmes États, comme si rien de tout cela n'avait eu lieu, de s'exprimer au Conseil, de faire la leçon aux autres membres, d'insister sur l'importance de respecter le droit international et d'accuser les autres de ne pas se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité. Plus précisément, ils appellent au respect d'un ordre international fondé sur des règles – règles qu'ils ont inventées, dans leur seul intérêt.

Dans les années qui ont suivi la signature des Accords de Minsk, le régime de Kiev a poursuivi ses préparatifs militaires, renforcé le potentiel de combat des forces armées ukrainiennes et intensifié sa coopération militaro-technique avec des États étrangers. C'est seulement une fois que se sont révélées vaines toutes les tentatives de convaincre le camp ukrainien et ses soutiens occidentaux d'appliquer pleinement et de bonne foi l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk, document fondamental pour régler la crise intérieure en Ukraine, que la décision a été prise de lancer une opération militaire spéciale afin de protéger la vie des habitants du Donbass, conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

Aujourd'hui, ma collègue américaine, tout en essayant de trouver de nouvelles raisons de s'en prendre à la Russie, a évoqué d'Alexei Navalny, condamné pour une infraction pénale avérée et décédé en prison de causes naturelles. La représentante des États-Unis peut-elle alors me dire pourquoi le régime de Kiev a torturé à mort le journaliste américain Gonzalo Lira, et pourquoi ni elle ni son gouvernement n'a fait quoi que ce soit pour le sauver ? Elle a gardé jusqu'ici un silence pudique à ce sujet et sur les autres crimes commis par le régime de Kiev, préférant rejeter la faute sur quelqu'un d'autre.

Tous les conflits prennent fin, tôt ou tard. Il ne fait aucun doute que le conflit en Ukraine prendra fin lui aussi. Bien sûr, plus il s'éternisera du fait de l'appui de l'Occident à Kiev, moins les conditions de paix seront favorables à l'Ukraine. À long terme, les conclusions que le bloc occidental tirera pour lui-même prendront une importance fondamentale. Persistera-t-il dans sa mission suicide, s'obstinant à imposer son ordre fondé sur des règles partiales au reste du monde, tentant de diviser le monde entre satellites et ennemis ? Ou s'engagera-t-il dans un dialogue sincère pour trouver des moyens de bâtir un ordre mondial vraiment juste, où les intérêts de tous les États seront garantis ?

Pour l'heure, force est de constater que l'Europe est hélas en proie à un aveuglement stratégique. Elle voit l'architecture de sécurité euro-atlantique à travers une lunette de visée, attisant ses propres craintes d'une menace russe contre laquelle elle doit se défendre, tout en niant les intérêts légitimes de la Russie en matière de défense. C'est une approche futile et partielle qui sape les principes fondamentaux de l'indivisibilité de la sécurité.

Ces craintes à propos d'une prétendue agression imminente des pays européens par la Russie sont risibles. Peut-être l'Europe a-t-elle oublié que ce sont ses États

à différentes époques – la Pologne, la Suède, la France, l'Allemagne et tout un éventail de ses satellites et pratiquement le continent tout entier durant la Seconde Guerre mondiale – qui ont attaqué l'État russe avec une ténacité remarquable, essayant de le vaincre et échouant invariablement. Les États-Unis ont tenté de faire pareil pendant la guerre froide. Et nous savons tous que le rôle notoirement peu honorable du Royaume-Uni, dont la diplomatie consiste depuis des siècles, sans avoir l'air d'y toucher, à dresser pays et peuples les uns contre les autres, n'a rien perdu de son actualité.

L'État russe s'est construit sur fond de menace extérieure constante. Nos collègues occidentaux épris de paix n'aiment vraiment pas se rappeler que c'est la Russie qui a toujours dû repousser l'agression occidentale. Mais notre peuple s'en souvient très bien. Nous savons que la propagande antirusse qui agite la menace imaginaire d'une Russie sur le pied de guerre est de moins en moins crédible aux yeux du grand public dans les pays occidentaux. C'est pourquoi on lui sert mensonges sur mensonges dans l'espoir de lui cacher la vérité. Sauf que la vérité finit par percer à travers ces mensonges grâce aux efforts de ceux qui comprennent les risques encourus par le monde entier si l'affrontement actuel se poursuit et s'aggrave, comme le journaliste américain Tucker Carlson, dont l'entretien avec le Président russe a ouvert les yeux à des millions de gens de par le monde.

Au-delà des préoccupations de l'heure, il est de plus en plus important de discuter d'un système de sécurité euro-atlantique équitable et indivisible. Sous sa forme actuelle, dénaturée, ce système sert uniquement les intérêts des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN, qui se sont arrogé le droit d'intervenir dans les différends internationaux et de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres États. Leurs bases sont implantées à nos frontières, en violation des dispositions essentielles qui ont contribué à faire cesser la guerre froide. Les dirigeants occidentaux nous ont trompés à l'époque et continuent aujourd'hui de nous tromper, en faisant de l'expansion incontrôlée de l'OTAN un droit absolu et en transformant quasiment les quatre coins de la planète en « zone de responsabilité » de cette alliance.

Je tiens à rappeler qu'à la fin de 2021, la Russie a suggéré un dialogue de fond sur les garanties de sécurité, faisant à l'OTAN et aux États-Unis des propositions concrètes, qui ont été rejetées avec arrogance. S'est ensuivi un nouveau conflit ouvert en Europe. L'Occident ne nous a tout simplement pas laissé le choix. Nous avons tout simplement été contraints de protéger notre peuple et

notre avenir. En même temps, nous n'avons jamais refusé de négocier ; c'est le régime de Kiev qui a opposé une fin de non-recevoir.

J'insiste sur le fait qu'il est encore possible de préserver l'Ukraine sous une forme ou une autre. Mais il doit s'agir d'une Ukraine pacifique et neutre, sans discrimination ni russophobie, sans glorification des criminels nazis et sans menace contre la Russie. C'est l'objectif de notre opération militaire spéciale. Il appartient donc à l'Occident collectif de décider si nous devons nous battre jusqu'au bout, comme nous sommes capables de le faire, ou si le bon sens prévaudra à Washington, Londres et Bruxelles pour essayer de sauver au moins quelque chose de l'Ukraine.

M. Zhang Jun (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Secrétaire général Guterres de son exposé.

La crise actuelle en Ukraine menace de se prolonger, de s'aggraver et de s'étendre. Alors qu'elle aurait pu être évitée, cette crise a mené à la tragédie que nous constatons aujourd'hui, ce qui est préoccupant et mérite une réflexion approfondie. La communauté internationale doit conjuguer ses efforts pour trouver une solution juste et raisonnable afin de régler la crise politiquement et de faire triompher la paix le plus rapidement possible.

Premièrement, les efforts doivent rester axés sur un règlement politique. La crise en Ukraine a causé des dégâts innombrables. La priorité la plus urgente est de mettre fin aux hostilités, d'initier des pourparlers de paix et de rétablir la paix. La paix est dans l'intérêt de toutes les parties. Plus tôt les pourparlers de paix commenceront, moins les dégâts seront importants. Toute action susceptible de contribuer à la paix et d'instaurer une plus grande confiance, aussi minime soit-elle, mérite que nous y consacrons nos efforts de bonne foi, tant qu'il y a une lueur d'espoir. Nous appelons les parties concernées à faire preuve d'un sens des responsabilités et à déployer des efforts diplomatiques constructifs pour promouvoir la désescalade et la détente. Elles doivent créer des conditions favorables à la reprise des négociations, et non dresser des obstacles d'origine humaine qui rendent la paix plus difficile à atteindre, et encore moins fournir des armes, attiser les tensions, verser de l'huile sur le feu et tirer profit de la crise prolongée. Nous espérons que l'ONU redoublera d'efforts pour promouvoir les pourparlers de paix et améliorer la situation humanitaire.

Deuxièmement, nous devons maintenir le cap sur la sécurité commune, qui est notre objectif suprême. Face à la complexité et aux défis, nous devons être fermement

attachés à la vision d'une sécurité commune, globale, coopérative et durable. Nous devons respecter les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité et ne jamais perdre de vue le caractère indivisible de la sécurité, à savoir que la sécurité d'un pays ne peut être obtenue au détriment de celle d'un autre pays et que la sécurité régionale ne peut être garantie par le renforcement, voire l'expansion, de blocs militaires. Il convient de prendre au sérieux les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité et d'en tenir dûment compte. Il faut souligner que la situation à laquelle l'Europe est confrontée aujourd'hui est étroitement liée à l'expansion constante de l'OTAN vers l'est depuis la fin de la guerre froide. Nous exhortons l'OTAN à procéder à un examen de conscience, à abandonner sa mentalité de guerre froide et à s'abstenir d'agir comme un fauteur de troubles fomentant des affrontements entre blocs. Nous recommandons vivement aux dirigeants de l'OTAN de regarder le monde de façon objective, de cesser de proférer des menaces et de prendre des mesures qui contribuent réellement à la paix dans le monde.

Troisièmement, il faut activement contenir les retombées de la crise. Le monde a déjà suffisamment de problèmes, il ne peut pas se permettre d'être frappé par de nouvelles crises plus graves que celles que nous connaissons déjà. Tenter de régler des problèmes en en créant d'autres n'est pas la solution. Certains pays, utilisant la crise ukrainienne comme prétexte, ont imposé sans discernement des sanctions unilatérales et des mesures extraterritoriales, et ont exercé des pressions injustifiées sur les entreprises d'autres pays, ce qui a nui à la chaîne d'approvisionnement industrielle mondiale et perturbé le commerce mondial. L'économie mondiale forme un tout indivisible, et il ne faut pas l'instrumentaliser ou l'utiliser comme une arme. La Chine s'oppose fermement aux sanctions illégales imposées aux entreprises chinoises par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne, qui se servent de la question de l'Ukraine comme prétexte. La Chine continuera de prendre les mesures qui s'imposent pour protéger les droits et les intérêts légitimes des entreprises et des citoyens chinois.

Quatrièmement, nous devons promouvoir activement une multipolarisation équitable et ordonnée du monde. La guerre froide a pris fin il y a plus de 30 ans. Depuis, le paysage international a subi de profonds ajustements, et la multipolarisation du monde s'est accélérée. C'est la tendance de notre époque, le cours de l'histoire. L'humanité est une communauté qui a l'avenir en partage. Tous les pays, grands ou petits, sont des membres à part entière de la communauté mondiale au regard des

relations internationales, et ils ont droit à une place sur la scène internationale. Tous les pays doivent collectivement respecter les buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, adhérer aux normes fondamentales universellement acceptées qui régissent les relations internationales, et pratiquer un véritable multilatéralisme, sans application sélective ni pratique du deux poids, deux mesures. Il n'est pas envisageable que le monde retombe dans l'ère coloniale. Les affaires internationales ne doivent pas être monopolisées par une minorité de pays. Essayer d'entraver les progrès de certains pays par l'hégémonie et l'intimidation n'est pas normal et ne fonctionnera pas. D'autre part, les grands pays ont une responsabilité particulière en ce qui concerne la paix et la sécurité mondiales, et ils doivent mener leurs relations de manière responsable et gérer leurs différends de manière adéquate en vue d'une coopération gagnant-gagnant.

La Chine n'a joué aucun rôle dans le déclenchement de la crise en Ukraine, et elle n'est pas non plus partie à la crise elle-même. Pour autant, nous ne nous sommes pas contentés d'observer le brasier depuis l'autre rive, et nous avons encore moins tiré profit de la crise. En ce qui concerne la question ukrainienne, la Chine a toujours insisté sur le fait qu'il faut respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les pays, se conformer aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, prendre au sérieux les préoccupations légitimes de tous les pays en matière de sécurité, et appuyer tous les efforts en faveur d'un règlement pacifique de la crise. La Chine continuera de jouer un rôle constructif et de déployer des efforts inlassables en vue d'un règlement politique de la question ukrainienne.

M. De La Gasca (Équateur) (*parle en espagnol*) : Pour commencer, je remercie le Secrétaire général de sa déclaration et de ses efforts inlassables en faveur de la paix. Je salue également la présence de hauts fonctionnaires dans la salle.

Exactement 729 jours se sont écoulés depuis le début de l'agression militaire russe contre l'Ukraine, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international. L'Équateur rappelle avec regret la séance d'urgence tenue par le Conseil de sécurité dans la nuit du 23 février 2022 (voir S/PV.8974), au cours de laquelle nous avons reçu la confirmation des actes injustifiables qui ont porté atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Au cours des deux dernières années, nous avons été témoins de la dévastation que le conflit a infligée au peuple ukrainien, ainsi que des répercussions négatives

qu'il a à l'échelle mondiale. Il a perturbé les économies, compromis la sécurité énergétique et aggravé l'insécurité alimentaire dans le monde entier. Le sol fertile qui, pendant des siècles, a nourri des millions de personnes à travers le monde, est aujourd'hui ravagé par la contamination, les bombardements et les mines. Cette guerre a déclenché une crise humanitaire d'une ampleur incommensurable, faisant des milliers de morts, dont des centaines d'enfants, et des millions de personnes déplacées. À cela s'ajoutent les dégâts effroyables causés aux infrastructures critiques, énergétiques, résidentielles, sanitaires, éducatives, de production, religieuses et culturelles de l'Ukraine.

Les attaques contre des zones peuplées représentent un des aspects les plus tragiques et les plus condamnables du conflit. Elles ont semé aveuglément la mort et la souffrance parmi les civils. L'impact psychologique et le traumatisme de vivre sous une menace constante se ressentiront sur de nombreuses générations. Nous saluons l'action que mènent inlassablement les organisations humanitaires qui s'emploient à atténuer la souffrance de la population civile. Toutefois, l'ampleur de la crise exige une réponse plus large qui garantisse une aide humanitaire immédiate et qui prenne également en compte la nécessité de reconstruire le pays.

L'Équateur est préoccupé par le danger que représentent les attaques à proximité d'installations nucléaires. C'est pourquoi je réaffirme la nécessité de respecter les sept piliers de la sécurité nucléaire, et je confirme l'appui de mon pays aux travaux menés par l'Agence internationale de l'énergie atomique et au respect des cinq principes clefs pour garantir la sécurité de la centrale nucléaire de Zaporizhzhia. Je me demande combien de séances du Conseil de sécurité seront nécessaires avant que les obligations imposées par la Charte des Nations Unies et le droit international, y compris le droit international humanitaire, soient respectées.

Malgré les efforts de mobilisation considérables déployés par le système des Nations Unies, le multilatéralisme est mis à rude épreuve, ce qui nous oblige à réfléchir à l'efficacité de nos outils et mécanismes de prévention et de réponse aux crises. Si le veto opposé le 25 février 2022 a empêché le Conseil de sécurité de prendre des mesures énergiques (voir S/PV.8979), il n'a pas empêché l'Assemblée générale d'adopter une position ferme. Dans le cadre de la onzième session extraordinaire d'urgence, l'Assemblée générale a adopté six résolutions dans lesquelles elle a, entre autres, réaffirmé son attachement à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, appelé à la

cessation des hostilités et exigé de nouveau que la Fédération de Russie retire immédiatement, complètement et sans condition toutes ses forces militaires du territoire ukrainien. De même, dans la déclaration de la Présidente du Conseil de sécurité du 6 mai 2022 (S/PRST/2022/3), le Conseil a exprimé d'une seule voix sa profonde inquiétude concernant la paix et la sécurité de l'Ukraine et rappelé que tous les États Membres ont souscrit, en vertu de la Charte des Nations Unies, à l'obligation de régler leurs différends internationaux par des moyens pacifiques.

L'appel du Secrétaire général demandant de donner une chance à la paix fait écho à notre aspiration commune. Après deux ans d'invasion et plusieurs années de dévastation et de souffrance pour la population de l'est de l'Ukraine, il est temps de revenir à la table des négociations. Nous exhortons toutes les parties concernées à envisager, de bonne foi, toutes les possibilités de parvenir à un règlement pacifique du différend. Nous traversons une période d'incertitude, marquée par une escalade des tensions géopolitiques dans diverses régions du monde. La possibilité d'une escalade vers un conflit mondial représente la menace la plus sérieuse qui pèse sur notre existence. Loin de s'arrêter, la course aux armements s'accélère. L'agression militaire contre l'Ukraine est une tragédie pour les peuples russe et ukrainien. Elle doit donc cesser, et dès maintenant. L'Équateur, fidèle à ses principes historiques, réaffirme sa solidarité avec la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, et demande de nouveau à la Fédération de Russie de suspendre ses opérations militaires, conformément à l'ordonnance de la Cour internationale de Justice du 16 mars 2022 (*Allégations de génocide au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie), mesures conservatoires, ordonnance du 16 mars 2022, p. 212*), afin de progresser sans plus tarder vers une paix juste et durable fondée sur le droit international et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

M. Afonso (Mozambique) (*parle en anglais*) : Le Mozambique remercie la présidence guyanienne du Conseil d'avoir organisé la présente séance. Nous remercions le Secrétaire général de son exposé éclairant, et saluons vivement son attachement à la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde et l'appel qu'il a lancé à tous les États Membres, leur demandant de respecter les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et les principes du droit international.

Deux années se sont écoulées depuis qu'en février 2022, le conflit entre la Russie et l'Ukraine a dégénéré en une guerre à plus grande échelle, la détresse et

l'instabilité mondiales qui en ont découlé ont eu des répercussions profondes et d'une portée considérable qui ne sauraient être surestimées. Le conflit a plongé le cœur de l'Europe dans une profonde incertitude et un grand désarroi. Il a mis à rude épreuve un système international déjà aux prises avec de nombreuses fractures et de multiples difficultés sur tous les continents. Malgré les ressources importantes consacrées par le Conseil de sécurité à cette question, le conflit semble prendre une tournure funeste, ses conséquences s'aggravant de manière inquiétante. À la lumière des graves conséquences humanitaires, politiques et économiques du conflit, auxquelles s'ajoute le risque réel d'une déflagration nucléaire, par accident, erreur d'appréciation ou autre, nous pensons qu'il est nécessaire de changer résolument de cap, en donnant un rôle central à la diplomatie.

Nous savons que pour que la diplomatie porte ses fruits, toutes les parties doivent aller au-delà de l'approche actuelle, fondée uniquement sur la confrontation et l'emploi de la force. Dans ce contexte, il est de notre devoir collectif, en tant que représentants de nos États, de promouvoir vivement un règlement négocié du conflit, conformément à la Charte qui guide l'Organisation. Alors que nous sommes aux prises avec des conflits sanglants en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, il est indispensable que nous gardions à l'esprit l'interdépendance entre la paix et la sécurité mondiales. Nous considérons que la paix et la sécurité sont indivisibles et présentent un intérêt pour l'humanité tout entière.

Nous avons toujours maintenu et restons convaincus qu'un dialogue responsable et authentique est le seul moyen viable de régler ce conflit. Dans ce contexte, le Mozambique plaide fermement en faveur d'une solution politique et négociée, qui constitue le moyen le plus viable de mettre fin au conflit. C'est la seule voie qui mènera à une paix durable entre les deux pays frères et voisins. Pour y parvenir, nous exhortons les parties à cesser les hostilités sans délai, à reprendre des négociations directes sans conditions préalables et à engager un dialogue de bonne foi. La cause de la paix nous oblige à inciter les parties à revenir à la table des négociations et à accepter les imperfections d'un compromis au nom de la paix et de la sécurité en Ukraine, en Europe et dans le monde. Le Mozambique appuiera toujours tous les efforts déployés pour faire taire les armes en Ukraine.

M. Bendjama (Algérie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé la présente séance. Je remercie également le Secrétaire général António Guterres de son exposé éclairant.

Deux années se sont écoulées depuis le début de la crise en Ukraine, et l'espoir de parvenir à une paix pérenne reste inaccessible. La détérioration constante de la situation humanitaire et les répercussions des hostilités en cours sur les civils sont une source de vive préoccupation pour l'Algérie, qui entretient des relations très amicales avec les deux pays. Les pertes en vies civiles et les souffrances des réfugiés et des personnes déplacées provoquées par le conflit sont profondément inquiétantes. Les infrastructures critiques, telles que les installations énergétiques et les systèmes agroalimentaires, ont été fortement touchées, ce qui a eu des conséquences majeures dans le monde entier, notamment en Afrique et dans les pays en développement.

Face à ces défis, le Conseil de sécurité, dont la responsabilité première est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, n'a pas réussi à ouvrir la voie à une sortie de crise consensuelle. Dès le premier jour, nous n'avons cessé d'exprimer au Conseil notre inquiétude face à toutes les violations du droit international, y compris le droit international humanitaire. Nous avons souvent souligné que la poursuite de l'escalade n'était ni bénéfique ni susceptible de conduire à la paix pour l'une ou l'autre des parties. Cette polarisation ne fait qu'exacerber les tensions et compromettre les perspectives d'une paix durable.

Je voudrais aujourd'hui me concentrer sur ce que nous n'avons pas vu au cours des deux dernières années, ou devrais-je dire, sur ce que nous aimerions voir dans un avenir très proche.

Premièrement, il est grand temps de déployer les efforts diplomatiques qui s'imposent pour parvenir à une désescalade des tensions entre les parties, afin que nous puissions mettre un terme aux pertes en vies humaines et aux souffrances de la population le plus rapidement possible.

Deuxièmement, les parties concernées doivent montrer qu'elles sont prêtes à entamer un dialogue inclusif et constructif. Les deux parties doivent être guidées, dans un esprit de bonne foi et sans conditions préalables, vers un règlement pacifique du différend dans le cadre du droit international et du droit international humanitaire.

Troisièmement, nous exhortons les parties à s'entendre sur une paix juste et durable, fondée sur les buts et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, ainsi que sur leurs préoccupations légitimes en matière de sécurité.

Quatrièmement, nous insistons sur le fait qu'il convient de garantir une action diplomatique mieux coordonnée et harmonisée entre les membres de la communauté internationale. Le noble objectif consistera à réunir les parties concernées et à garantir un processus diplomatique plus efficace et plus complet pour mettre fin à la crise.

Il est évident que la volonté politique est indispensable pour réaliser des progrès tangibles et trouver une solution mutuellement acceptable. Tout aussi importante est la cohérence du Conseil dans l'exercice de sa responsabilité en matière de protection des civils et d'application du droit international humanitaire et des buts et principes consacrés par la Charte, c'est-à-dire de tous les piliers. Pour sa part, l'Algérie demeurera activement mobilisée au Conseil de sécurité pour promouvoir une solution politique et pacifique à la crise.

M. Sowa (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir organisé la présente séance d'information. J'adresse également mes remerciements au Secrétaire général António Guterres pour son exposé très instructif.

Demain, le 24 février, cela fera exactement deux ans que le conflit en Ukraine a éclaté. La guerre a eu des répercussions profondes qui ont dépassé les frontières régionales. Le conflit s'est prolongé au point que les perspectives d'un règlement pacifique entre la Russie et l'Ukraine restent insaisissables, les deux pays continuant de recourir à des moyens militaires pour influencer sur l'issue de la guerre. Il semble dès lors que la situation soit dans l'impasse, ce qui a des conséquences dévastatrices pour les civils et les infrastructures civiles en Ukraine et des répercussions considérables sur le paysage géopolitique et l'économie mondiale. Au cours des deux années de ce conflit féroce, plus de 47 000 événements impliquant des affrontements armés, des frappes aériennes et d'autres attaques se sont produits dans toute l'Ukraine pour la seule année 2023. Ces actes ont provoqué une hausse du nombre de morts parmi les civils, des dommages étendus et la destruction de maisons, d'écoles, d'hôpitaux et d'autres infrastructures civiles vitales, y compris les infrastructures énergétiques.

Le coût du conflit s'est avéré excessivement élevé. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le nombre de victimes civiles en Ukraine a dépassé les 30 000, avec plus de 10 000 morts et 19 000 blessés depuis le début de ce conflit à grande échelle. On estime que les chiffres réels sont bien plus élevés. L'Organisation internationale pour les migrations

a indiqué que la destruction de bâtiments résidentiels avait privé près de 720 000 personnes des régions les plus touchées de l'Ukraine d'un accès à un logement adéquat et sûr. Dans la région de Kherson, par exemple, près de 30 % des habitants vivent dans des logements endommagés. L'accès à l'éducation reste très limité, près de la moitié des établissements scolaires ayant été endommagés ou détruits à Kharkiv et à Kherson, et 80 % à Donetsk, selon le Ministère de l'éducation et les partenaires humanitaires. L'accès aux soins de santé a lui aussi été mis à mal, puisque l'Organisation mondiale de la Santé a recensé plus de 1 500 attaques contre des établissements de santé depuis février 2022. Près de la moitié des centres de santé ne fonctionnent plus dans certaines régions de l'est et du sud. La Sierra Leone condamne toutes les attaques dirigées contre les civils et les infrastructures civiles et souligne que ces attaques sont proscrites par le droit international. Nous appelons toutes les parties à respecter le droit international applicable, en particulier le droit international humanitaire.

Les attaques angoissantes contre les civils et les infrastructures civiles ont provoqué la crise de déplacement la plus importante et la plus rapide enregistrée en Europe. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés estime qu'à la date du mois dernier, il y avait environ 10 millions de personnes déplacées de force par la guerre, dont 3,7 millions de déplacés et 6,3 millions de réfugiés, qui ont fui l'Ukraine pour se réfugier dans d'autres pays. À la fin de l'année 2023, 5,9 millions de réfugiés ukrainiens étaient recensés dans toute l'Europe. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, plus de 14,6 millions de personnes ont aujourd'hui un besoin urgent d'aide humanitaire, dont environ 10 millions de personnes déplacées de force. Environ 3,3 millions de personnes vivant au sein de communautés qui se trouvent en première ligne souffrent de graves pénuries de ressources et subissent des bombardements constants.

Les enfants ne sont pas épargnés par tout le poids et la brutalité du conflit. Il a été fait état d'allégations de violations flagrantes des mesures relatives à la protection des enfants en temps de conflit armé. La destruction d'établissements de santé expose des millions de personnes à des traumatismes aggravés et à des problèmes de santé mentale, et nuit au bien-être des enfants. En outre, les attaques contre des écoles ont des répercussions importantes sur les activités éducatives. Dans l'ensemble du pays, un tiers seulement des enfants assisteraient aux cours entièrement en présentiel, tandis qu'un autre tiers suivrait un enseignement mixte, en présentiel et en ligne,

et qu'un dernier tiers se verrait dispenser un enseignement exclusivement en ligne.

Compte tenu de ce qui précède, la Sierra Leone félicite les organismes d'aide humanitaire d'avoir considérablement étendu les opérations humanitaires au cours des deux dernières années afin de répondre aux besoins croissants et à la détérioration de la situation qui a fait suite à l'escalade du conflit. Alors que les hostilités le long de la ligne de front continuent d'entraver la capacité des organisations humanitaires de fournir une aide et des services aux personnes touchées par le conflit, la Sierra Leone exhorte les parties au conflit à accorder au personnel humanitaire un accès sans entrave aux personnes qui en ont cruellement besoin.

Les répercussions économiques de la guerre ont été vivement ressenties dans le monde entier, se manifestant en particulier dans des perturbations des marchés de l'alimentation et de l'énergie, des échanges commerciaux et des chaînes d'approvisionnement. Ces perturbations se sont traduites par des hausses de prix et des pénuries d'approvisionnement qui se sont répercutées sur les secteurs tributaires de prix du marché stables. Au vu des difficultés économiques, la Sierra Leone souligne qu'il importe de régler le conflit afin de favoriser la reprise et la stabilisation, non seulement de la région, mais aussi du monde entier. En appuyant les efforts déployés pour stabiliser les marchés de l'énergie, rétablir les réseaux commerciaux et fournir une assistance économique aux populations touchées, nous pouvons atténuer les conséquences économiques du conflit et ouvrir la voie à une croissance économique et un développement durables dans la région et au-delà.

En outre, le conflit a mis à rude épreuve les relations politiques et économiques mondiales et a accru les tensions géopolitiques, ce qui a de graves répercussions sur la coopération internationale dans des domaines socio-économiques et de développement cruciaux, ainsi que sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'érosion de la confiance et de la coopération entre les nations aggrave aussi des problèmes mondiaux critiques tels que ceux relatifs à la maîtrise des armements, à la non-prolifération nucléaire, à la cybersécurité et aux accords commerciaux, ce qui pose des défis supplémentaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Alors que nous faisons face aux complexités du conflit entre la Russie et l'Ukraine et à ses répercussions mondiales multidimensionnelles, la Sierra Leone plaide une fois de plus pour des efforts diplomatiques de bonne foi en vue d'un règlement pacifique. Des mesures sérieuses

doivent être prises en faveur de la cessation immédiate des hostilités et d'un dialogue constructif entre les parties au conflit, y compris en ce qui concerne leurs préoccupations légitimes, afin de parvenir à une solution politique et diplomatique, comme le prévoit l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

Je conclurai en indiquant que, forts de notre position de principe inébranlable sur le caractère sacro-saint des principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États Membres que consacre la Charte, nous renouvelons notre appel au plein respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante du Guyana.

Je remercie le Secrétaire général de son exposé et, à vrai dire, de tout ce qu'il fait pour tenter d'instaurer la paix dans notre monde. Je tiens également à saluer la présence du Ministre ukrainien des affaires étrangères et de tous les autres ministres et hauts fonctionnaires qui participent à cette séance.

Demain, cela fera exactement deux ans que les forces militaires russes ont envahi le territoire de l'Ukraine dans le cadre de ce qui a alors été qualifié d'opération militaire spéciale, opération qui a coûté la vie à plus de 10 000 civils, en a blessé de nombreux autres et a provoqué le déplacement de plus de 6 millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens. En Ukraine comme en Russie, les civils, y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, paient un tribut excessivement lourd, sans qu'une issue soit en vue.

En envahissant l'Ukraine il y a deux ans, la Russie a violé les principes les plus fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies, ainsi que les principes de respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, et de non-ingérence. Nos pays ont tous, dans une certaine mesure, ressenti les effets de cette guerre. Celle-ci a non seulement accru les menaces à l'ordre fondé sur des règles tel que nous le connaissons, ancré dans la Charte et le droit international, mais elle a aussi provoqué des perturbations dans les prix des denrées alimentaires et de l'énergie, dans les chaînes logistiques et d'approvisionnement, et aggravé la faim dans les régions les plus vulnérables du globe, qui étaient déjà éprouvées par les efforts de relèvement déployés à la suite de la maladie à coronavirus (COVID-19).

Petit État en développement dont la souveraineté et l'intégrité territoriale sont protégées par des normes et des instruments juridiques, le Guyana déplore le recours à la menace ou à l'emploi de la force dans la conduite des relations internationales et condamne l'agression militaire perpétrée contre le peuple ukrainien. Nous renouvelons notre appel en faveur d'une cessation immédiate des hostilités et d'un retour à la diplomatie. La guerre ne doit jamais être la solution. En revanche, le dialogue et la diplomatie sont les seules garanties pour parvenir à une paix durable. Tout en saluant et en reconnaissant les efforts faits par certains États Membres de l'ONU pour trouver une solution diplomatique, nous préconisons d'intensifier les investissements à cet égard.

Nous appelons les parties à respecter les principes de distinction, de précaution et de proportionnalité et à se conformer pleinement aux obligations juridiques qui leur incombent, notamment en vertu des Conventions de Genève et de leurs protocoles additionnels. Il est regrettable que le Conseil, qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne soit toujours pas en mesure de trouver une solution efficace pour mettre fin au conflit et atténuer au maximum les effets de la guerre sur l'érosion des normes internationales. Nous renouvelons notre appel en faveur du retrait complet des forces militaires russes du territoire internationalement reconnu de l'Ukraine et nous exhortons les parties à s'engager dans un processus politique et diplomatique digne de ce nom visant à mettre un terme au conflit. Nous exhortons également toutes les parties concernées à redoubler d'efforts à tous les niveaux en vue de parvenir à un règlement pacifique.

Le Guyana est disposé à œuvrer avec les membres du Conseil et, à vrai dire, avec tout le monde, pour amener la guerre en Ukraine à une fin pacifique et trouver une solution durable en vue d'une paix pérenne.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de l'Ukraine.

M. Kuleba (Ukraine) (*parle en anglais*) : À l'heure où nous discutons, ici aujourd'hui, de la guerre, des pourparlers de paix et des négociations, un nouveau raid aérien a lieu en ce moment même en Ukraine, et un immeuble résidentiel d'Odesa a été touché il y a moins d'une heure. Deux civils ont été grièvement blessés et transportés à l'hôpital, et je crains fort que quelqu'un ne meure en Ukraine avant la levée de cette séance, car

parler de négociations est une chose, mais lancer toujours plus de drones et de missiles contre l'Ukraine, comme le fait quotidiennement la Russie, en est une autre.

Tout d'abord, je voudrais remercier le Secrétaire général de sa présence à cette séance et de son exposé, et mes remerciements s'adressent bien sûr aussi à la présidence guyanienne du Conseil, qui a convoqué notre séance d'aujourd'hui.

Deux ans se sont écoulés depuis que la Russie a débuté son invasion militaire à grande échelle et 10 ans depuis qu'elle a déclenché son agression en tentant d'annexer la Crimée ukrainienne et en lançant une guerre dans les régions de Donetsk et de Luhansk. Aujourd'hui, le nom de la Russie est synonyme d'agression, de crimes de guerre et de barbarie. Elle doit son visage hideux à son impunité, qui découle d'abord et avant tout du siège qu'elle occupe dans cette salle. C'est le siège de l'Union soviétique, un État qui n'existe plus, et il n'a jamais été légalement transféré à la Fédération de Russie. Cela illustre la façon dont une petite fraude a conduit à une catastrophe mondiale. Nous continuons d'insister sur le fait que la Russie n'a aucun droit légal d'être présente à cette table, et que la réforme future doit rectifier cette erreur historique, qui a des conséquences mortelles.

Le régime de Poutine, en place depuis environ 24 ans, a déjà détruit des millions de vies. Au cours de cette période, Moscou a lancé ou rejoint au moins trois guerres majeures – en Géorgie, en Ukraine et en Syrie – ce qui représente environ une guerre tous les huit ans. Ce régime est également à l'origine d'une tentative de coup d'État au Monténégro et d'efforts de déstabilisation dans la région du Sahel. Le plus effrayant, c'est que nous devons désormais non seulement tenir compte des vies que la Russie a déjà emportées, mais aussi de celles qu'elle est prête à emporter à l'avenir. Chaque fois que le Conseil a été incapable d'agir, la Russie a agi. Pour chaque mot prononcé dans cette salle, la Russie a emporté une vie humaine, et cela continue en ce moment même. C'est uniquement grâce à des mesures résolues et concertées que nous pourrions remettre l'agresseur à sa place et rétablir la paix et la sécurité internationales. Nous avons foi en l'Organisation et en la Charte des Nations Unies. Nous nous félicitons également des efforts inlassables déployés par les membres responsables du Conseil.

La propagande russe proclame désormais ce qu'elle appelle la libération d'Avdiivka. Mais ce que nous observons en ce moment à Avdiivka, c'est une libération à la russe. La Russie a entièrement libéré la ville de ses habitants, de ses bâtiments et de son énergie vitale. Elle a largué des

centaines de bombes d'aviation téléguidées, chacune dotée d'une ogive pesant 250 ou 500 kilogrammes, des centaines de bombes, transportant chacune 250 ou 500 kilogrammes d'explosifs. Il suffit de faire des recherches sur Google pour voir les trous créés par ces bombes lorsqu'elles frappent un bâtiment, une maison ou un hôpital. Les rues d'Avdiivka sont littéralement jonchées de cadavres de soldats russes tués lors d'assauts « boucherie ». Ce n'est pas nous qui les qualifions ainsi. Ce sont les Russes eux-mêmes qui ont ainsi nommé cette tactique de guerre barbare. Ils envoient leurs propres soldats mener des assauts suicidaires, pour « conquérir à tout prix ». Voilà leur stratégie. La Russie a conquis les ruines d'Avdiivka au prix de la vie d'au moins 17 000 soldats russes depuis octobre 2023. Cela représente un nombre de victimes plus élevé en quelques mois que celui des victimes de la guerre soviétique de 10 ans en Afghanistan.

Immédiatement après avoir occupé la ville, les Russes ont commis de nouveaux crimes de guerre. Comme le confirment les images diffusées par la propagande russe elle-même, ils ont tué au moins cinq prisonniers de guerre ukrainiens gravement blessés. Justice doit être rendue pour toutes les victimes des crimes commis par les Russes, et nous continuons d'œuvrer pour que la Russie rende des comptes. Nous rejetons catégoriquement toute tentative de la Russie de se soustraire à ses responsabilités, notamment en répandant des mensonges concernant le dernier arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 31 janvier. La lettre détaillée dans laquelle l'Ukraine présente sa position a été distribuée aux membres du Conseil il y a quelques jours. Rien n'est plus important pour toutes et tous qui sont dans cette salle que de comprendre qu'il y a d'autres villes, en dehors de l'Ukraine, qui peuvent subir le même sort qu'Avdiivka si on ne met pas un terme à la conquête impériale de la Russie.

À la veille de l'invasion, il y a deux ans, j'ai lancé un avertissement à tous les pays, en disant que personne ne serait à l'abri de cette crise, qui était alors imminente. Et c'est ce qui s'est passé. J'implore donc ceux qui ne m'ont pas écouté il y a deux ans de m'écouter aujourd'hui. Soit nous arrêtons la Russie en Ukraine maintenant en expulsant les envahisseurs, soit nous devons faire face à un incendie dans d'autres régions du monde, qui fera des millions de victimes. Lorsque les générations futures examineront ce moment et liront les comptes rendus de nos séances, elles se demanderont pourquoi le monde n'a pas agi face à une situation aussi évidente, lorsqu'un pays fit voler en éclats la paix et la sécurité internationales. Elles se demanderont pourquoi nous n'avons pas été en mesure de l'arrêter. Nous pouvons rétablir la paix si

nous agissons résolument ensemble, sur la base de principes. Au lieu de regarder Moscou créer des problèmes et demander à d'autres de les résoudre, ce qui est sa stratégie habituelle, nous devons riposter, car c'est Moscou le problème, le problème du monde.

Au moment même où nous sommes réunis ici, la situation sur les lignes de front reste tendue, car la Russie ne recule devant rien pour semer la mort et la destruction en Ukraine. La Russie espère qu'elle pourra profiter de nos dissensions, de nos doutes et de notre indécision, ce qui fragiliserait la solidarité internationale et réduirait l'assistance militaire accordée à l'Ukraine. L'intensification de la terreur au moyen des missiles qui visent les civils et les infrastructures civiles sert aussi l'objectif de la Russie. Moscou espère que la compassion du monde pour les Ukrainiens s'épuisera si des Ukrainiens sont tués chaque jour, pendant de trop nombreux jours consécutifs. Nous ne permettrons pas que cela se produise. Nous rallierons encore davantage le monde à notre juste cause. La terreur de la Russie ne fait que renforcer notre résilience et notre détermination. Je voudrais rappeler à tout le monde que davantage d'appui à l'Ukraine signifie davantage de possibilités de rétablir la paix, une paix juste et pérenne, sur la base de la Charte des Nations Unies et de la formule de paix proposée par l'Ukraine.

L'Ukraine appelle la paix de ses vœux plus que toute autre nation, mais nous n'allons pas pour autant laisser la Russie nous tuer sans réagir en attendant cette paix. De plus, nous n'accepterons aucune proposition de nous rendre ou de renoncer à nos terres et à nos libertés au nom de la paix. La raison en est que non seulement le prix ultime que nous payons depuis maintenant deux années consécutives n'aurait servi à rien, mais que nous serions également tous condamnés à payer un prix bien plus élevé à l'avenir. Si les membres du Conseil souhaitent réellement réduire ce coût et donner une chance à la paix, je leur demande d'envoyer une défense aérienne pour protéger nos civils, et des munitions pour arrêter l'avancée de l'armée russe sur notre sol.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et européennes, de la défense, de la coopération et du commerce extérieur du Luxembourg.

M. Bettel (Luxembourg) : Encore une fois, M. Nebenzia quitte la salle quand on prend la parole. C'est difficile d'avoir un dialogue, alors que c'est ce qu'il avait demandé ce matin. J'aimerais dire qu'il est injuste qu'il ait dit que nous sommes tous ici des fonctionnaires et des bureaucrates. J'ai été élu démocratiquement, avec des

partis d'opposition qui ont le droit de se présenter. Il est également important de rappeler pourquoi nous sommes ici. Je voudrais prendre cinq minutes pour expliquer pourquoi nous avons voulu prendre la parole. C'est tout simplement parce qu'il est important ici dans cette salle de rappeler les valeurs pour lesquelles après la Seconde Guerre mondiale, on a dit qu'on voulait construire quelque chose ensemble.

Aujourd'hui, la Russie est extrêmement isolée, à l'exception de la Syrie, de l'Iran, de la Corée du Nord et peut-être du Bélarus qui sont ses grands soutiens. Je me demande s'ils sont les alliés les plus sûrs pour parler de valeurs démocratiques, comme l'Ambassadeur a voulu le faire ce matin à l'Assemblée générale. La Russie est isolée. Quand on parle de nazis, quand on dit que l'Ukraine serait aujourd'hui remplie de nazis et que la Russie serait presque en train de libérer l'Ukraine des nazis, c'est un affront par rapport aux Russes qui sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale et ont combattu contre les nazis. C'est un affront de les mettre à ce niveau-là. C'est un affront de parler des héros de la Seconde Guerre mondiale, oui, et de parler aujourd'hui de vouloir libérer l'Ukraine des nazis. Je pense que ce comportement et ces comparaisons reviennent à réécrire l'histoire.

Je voudrais également insister sur cette opération militaire spéciale, comme on le dit toujours. Oui, elle est spéciale parce qu'elle est injustifiée, et elle est criminelle. Elle est spéciale parce qu'une opération militaire a normalement des justifications, et ce n'est pas le cas. C'est peut-être pour cette raison qu'on la qualifie de spéciale. Je fais partie d'une génération qui n'a pas connu la guerre. J'ai eu un voisin à l'époque qui était l'Allemagne. Aujourd'hui, elle est un partenaire, un voisin et une amie. Je construis des choses avec elle. De nos jours, la sécurité des jeunes dépend du voisin. Lorsque je regarde certains pays assis autour de la table, notamment la République de Corée, dont les habitants doivent se poser des questions le matin au réveil, en se demandant ce qu'un dictateur dans le nord pense ou va entreprendre. Il est triste aujourd'hui pour les générations actuelles de savoir que selon l'endroit où on est né, la sécurité n'est pas la même pour les uns et les autres. Je ne parle pas d'autres conflits actuels qui ne sont pas à l'ordre du jour. Nous devons réfléchir aux chances que nous voulons offrir aux jeunes. C'est pourquoi à ceux qui n'ont pas encore signé le texte de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, je recommande de le faire, car si on hypothèque aussi leur avenir, je pense qu'ils nous en voudront. Aujourd'hui, nous décidons de l'avenir de notre monde.

Je vous remercie, Madame la Présidente, de m'avoir donné la parole. C'est un sujet qui me tient à cœur, moi-même ayant des origines russes et polonaises. C'est triste qu'aujourd'hui beaucoup de Russes aient honte de leur nationalité, alors qu'avant c'était un pays qui était fier. J'aimerais simplement que la Russie reconnaisse ses erreurs. Il n'est jamais trop tard pour le faire. Mais l'application du principe de responsabilité doit exister et être à la base du droit international. Dans tous les cas, le fait de se retrouver dans cette salle, avec les propos qui ont été tenus, et le fait d'avoir un Ambassadeur qui quitte la salle montre la volonté de dialogue de la Russie. On est dans une impasse. Il faut qu'on prenne les mesures nécessaires.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre fédérale des affaires étrangères de l'Allemagne.

M^{me} Baerbock (Allemagne) (*parle en anglais*) : Puisque le représentant de la Russie a demandé pourquoi nous, Européens, sommes ici aujourd'hui, je vais le lui dire. Tout au long de ma vie, j'ai eu la chance de vivre dans une Europe en paix, comme des millions de personnes de ma génération. Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est parce que la Russie a mis fin à cette paix qui régnait en Europe. La Russie a mis fin à l'ordre de paix européen sur le continent que nous partageons. Elle a mis fin à la paix dont jouissaient des millions d'Ukrainiens, hommes, femmes et enfants.

Je pense notamment à des femmes comme Anastasiia, une jeune mère qui a perdu la partie inférieure de sa jambe en marchant sur une mine russe. Elle veut retourner sur le front dès qu'elle le pourra. Je pense aussi à des femmes comme Oksana, une chirurgienne qui a décidé d'opérer son père lorsqu'il a été blessé à Bucha. Et je pense à des femmes comme Yulia, une adolescente que j'ai rencontrée à Kyïv alors qu'elle avait été libérée après avoir été retenue en otage en Russie. Elle m'a suppliée de ne pas céder face à Poutine.

Lorsque je pense à la guerre d'agression impitoyable que la Russie mène en Ukraine depuis désormais deux ans, je pense à Anastasiia, à Oksana et à Yulia, ainsi qu'au courage et à la résilience de millions d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens qui savent que s'ils cessent de défendre leur pays, ce sera la fin de l'Ukraine. C'est parce qu'ils voient ce que la dure réalité de l'occupation russe signifie pour leurs compatriotes dans les territoires de l'est de l'Ukraine, où des milliers d'enfants comme Yulia ont été déportés en Russie et où des femmes et des hommes sont sauvagement violés, arrêtés et torturés.

Et pourtant, nous entendons à nouveau les mots « nous voulons négocier ». Mais Poutine fait bien comprendre chaque jour et chaque heure, comme nous venons de l'entendre, qu'il ne veut pas négocier la paix ; il veut achever sa conquête. Il l'a dit à de très nombreuses reprises.

La Russie, membre permanent du Conseil de sécurité, veut qu'un État souverain renonce à son droit d'exister. Où irions-nous si ce principe devait l'emporter, comme l'a si bien dit le Secrétaire général ? Lequel d'entre nous serait le prochain pays à être envahi par un voisin sans pitié ? Quels seraient les prochains enfants à être enlevés ? Les fils à être abattus ? Les filles à être violées ?

Si nous céditions, ce serait la fin de la Charte des Nations Unies, de notre charte. C'est la raison pour laquelle nous ne cesserons pas d'appuyer l'Ukraine. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement allemand vient de signer un accord bilatéral de sécurité qui offre à l'Ukraine un appui fiable et à long terme. Nous resterons aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra, et aux côtés d'hommes et de femmes comme Anastasiia, Oksana et Yulia, des hommes et des femmes qui défendent leur paix, notre paix, notre liberté et la Charte des Nations Unies.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Pologne.

M. Sikorski (Pologne) (*parle en anglais*) : Je m'associe aux propos du Ministre ukrainien Kuleba et de mes collègues de l'Union européenne.

Je suis étonné par le ton et la teneur de l'exposé de l'Ambassadeur russe. Je crois qu'il serait utile que je rétablisse les faits.

L'Ambassadeur Nebenzia a qualifié Kyïv de client de l'Occident. En réalité, Kyïv se bat pour n'être dépendant de personne. Il l'appelle le « régime criminel de Kyïv ». En réalité, l'Ukraine est dirigée par un gouvernement démocratiquement élu. Il le qualifie de nazi. Le Président est juif, le Ministre de la défense est musulman, et il n'y a pas de prisonniers politiques.

Il a dit que l'Ukraine se complaisait dans la corruption. Alexei Navalny a montré, documents à l'appui, à quel point son propre pays était l'honnêteté et la probité mêmes. L'Ambassadeur a rejeté la faute de cette guerre sur le néocolonialisme des États-Unis. En réalité, c'est la Russie qui a tenté d'exterminer l'Ukraine au XIX^e siècle, puis à nouveau sous les bolcheviques. Il s'agit de la troisième tentative. Il a dit que nous étions prisonniers de la

russophobie. La phobie est une peur irrationnelle. Pourtant, l'ancien Président de la Russie et les propagandistes de Poutine nous menacent presque chaque jour d'anéantissement nucléaire. Je dis aux membres que les menaces de la Russie ne sont pas irréflechies. Nous les prenons au sérieux.

Il a dit que nous refusons de reconnaître les intérêts de sécurité de la Russie. Ce n'est pas vrai. Nous n'avons commencé à nous réarmer que lorsque la Russie a commencé à envahir ses voisins. Il a même affirmé que la Pologne avait attaqué la Russie pendant la Seconde Guerre mondiale. De quoi parle-t-il ? C'est l'Union soviétique qui, aux côtés de l'Allemagne nazie, a attaqué la Pologne, le 17 septembre 1939. Ils ont même organisé un défilé de la victoire commun le 22 septembre 1939.

Il a dit que la Russie n'a jamais fait que repousser l'agression. Que faisaient les forces russes aux portes de Varsovie en août 1920 ? Étaient-elles en excursion topographique ? Non, la vérité, c'est que pour chaque fois que la Russie a été envahie, elle a envahi 10 fois. Il a dit qu'il s'agissait d'une guerre perfide menée par l'Occident par personnes interposées. Dans ce cas, je conseille à la Russie de ne pas tomber dans le « piège de l'Occident ». La Russie doit retirer ses forces jusqu'à la frontière internationale et déjouer ainsi « la machination occidentale ».

Il a également dit qu'il y avait eu un coup d'État illégal à Kyïv en 2014. J'y étais. Il n'y a pas eu de coup d'État. Le Président Yanukovych a assassiné une centaine de ses compatriotes et a été démis de ses fonctions par un Parlement ukrainien démocratiquement élu, y compris par son propre parti, le Parti des régions.

Enfin, il a dit que nous, l'Occident, tentions d'une façon ou d'une autre de persuader les gens que la Russie peut être battue. La Russie n'a pas gagné la guerre de Crimée. Elle n'a pas gagné la guerre russo-japonaise. Elle n'a pas gagné la Première Guerre mondiale. Elle n'a pas remporté la bataille de Varsovie. Elle n'a pas gagné en Afghanistan. Et elle n'a pas gagné la guerre froide. Mais il y a une bonne nouvelle. Après chaque échec, il y a eu des réformes.

Une telle démagogie est indigne d'un membre permanent du Conseil de sécurité. Mais ce que l'Ambassadeur a réussi à faire, c'est nous rappeler les raisons pour lesquelles nous avons résisté à la domination soviétique et ce à quoi l'Ukraine résiste aujourd'hui. Ils n'ont pas réussi à nous assujettir à l'époque, et ils ne réussiront pas à assujettir l'Ukraine, ni à nous assujettir, aujourd'hui.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la Lituanie.

M. Landsbergis (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au nom de l'Estonie, de la Lettonie, de la République tchèque et de mon pays, la Lituanie.

Aujourd'hui et demain, de nombreuses voix demanderont une nouvelle fois à la Russie de mettre fin à la guerre barbare qu'elle mène contre l'Ukraine. Beaucoup diront que l'agression non provoquée que mène la Russie est contraire à tout ce que l'ONU représente. Certains mettront en doute la crédibilité du Conseil de sécurité s'agissant de défendre l'ordre international fondé sur des règles. Mais aussi bruyants et éloquents que nous soyons, nos protestations et notre indignation n'auront que peu d'effets sur Moscou, et les roquettes continueront à pleuvoir sur les maisons, les écoles et les hôpitaux ukrainiens.

Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des choix qui pourraient bien définir ce siècle, tout comme les choix des années 30 ont défini le siècle précédent. Continuerons-nous à faire des concessions outrancières à l'agresseur, qui tente patiemment et méticuleusement de tourner en dérision tout ce qui est cher à l'Organisation ? Allons-nous une fois de plus lui permettre de se soustraire à la responsabilité de son agression ? Continuerons-nous à le nourrir de vies et de terres, induits en erreur par notre peur de l'escalade et par l'espoir naïf qu'il sera cette fois pleinement satisfait ?

Aujourd'hui, nous venons au Conseil pour envoyer à l'ensemble de la communauté internationale un message très simple : dans l'intérêt de tous, réveillez-vous. Si nous échouons, l'ordre fondé sur des règles s'effondrera. La souveraineté de l'Ukraine, la sécurité de l'Europe, ainsi que le succès des efforts mondiaux en faveur des droits humains et de l'application du principe responsabilité, de la sécurité alimentaire et de la sûreté nucléaire sont autant d'éléments qui seront entre les mains de ceux qui tirent profit du désordre et du chaos.

L'histoire nous rappelle le coût terrible des mauvais choix. Assurer nos arrières ne nous apportera rien d'autre que davantage de guerre. La Russie est enhardie par notre réponse prudente. Nous la voyons s'enhardir en Ukraine. Nous la voyons s'enhardir en Russie même, éliminant toute opposition dans le pays, dans le but de détruire tout espoir d'une Russie différente, une Russie normale et pacifique.

De même, d'autres puissances révisionnistes dans le monde exploitent déjà notre indécision. S'il n'est pas

maîtrisé, l'arc d'instabilité provoqué par le Kremlin continuera à s'étendre, déclenchant de nouveaux conflits que nous ne sommes pas prêts à affronter.

L'Ukraine peut sembler lointaine et l'attention du monde être divisée, mais il est impératif de réaliser que l'agression de la Russie contre l'Ukraine a en fin de compte des conséquences pour nous tous. La guerre doit être gagnée, et ce de manière décisive. Ce n'est pas seulement la guerre de l'Europe, c'est un défi à l'ordre international qui, bien qu'imparfait, cherche à garantir que le droit, plutôt que la puissance militaire, détermine nos frontières et notre souveraineté.

Nous sommes à la croisée des chemins et les choix que nous ferons détermineront l'image que l'on gardera de nous. Nous avons la possibilité de l'emporter, car l'Ukraine continue de faire d'énormes sacrifices pour se défendre face à l'agresseur sans merci. L'histoire nous rappelle le coût de nos erreurs passées. Nous devons également trouver la volonté politique d'apporter une réponse juridique adéquate à la guerre illégale de conquête territoriale menée par la Russie. Les dirigeants russes doivent assumer l'entière responsabilité de l'agression lancée par Vladimir Poutine, faute de quoi l'impunité perdurera.

Je voudrais rappeler à toutes les personnes présentes ici aujourd'hui que nos trois pays baltes, à savoir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ont été occupés, colonisés et exploités par le même agresseur plus d'une fois – je répète, plus d'une fois. C'est pourquoi nous savons, parce que nous en avons fait l'amère expérience, que quels que soient les mots prononcés et les accords signés, l'agresseur n'a aucune intention de s'arrêter tant qu'on ne l'y contraindra pas.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et européennes de la Croatie.

M. Grlić-Radman (Croatie) (*parle en anglais*) : Nous sommes nombreux à avoir pris la parole au Conseil il y a un an (voir S/PV.9269) pour demander à la Russie de mettre fin à son agression illégale contre l'Ukraine. Pourtant, nous nous retrouvons malheureusement aujourd'hui dans cette salle, deux ans après le début de l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine et 10 ans après l'annexion illégale de la Crimée.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine est une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies, qui porte atteinte à la sécurité régionale et mondiale, y compris aux piliers de la sûreté et de la sécurité nucléaires. À ce jour, d'innombrables vies ont été

inutilement perdues dans cette guerre, y compris celles de dizaines de milliers de civils ukrainiens. Il importe donc d'appliquer le principe de responsabilité, non seulement pour rendre justice aux victimes, mais aussi pour contribuer à empêcher de nouvelles atrocités.

Pourtant, au lieu de mettre fin à cette guerre insensée, la Russie l'intensifie. Les agissements de la Russie ont mis en danger des sociétés entières partout dans le monde en les exposant à l'insécurité alimentaire et à des pénuries d'énergie. Nous demandons instamment à la Russie de respecter les mesures conservatoires prescrites par la Cour internationale de Justice, de mettre fin à toutes les attaques, en particulier celles qui touchent les civils et endommagent les infrastructures civiles, et de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité ainsi qu'aux valeurs et principes consacrés par la Charte des Nations Unies.

Nous réaffirmons notre appui indéfectible à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine, comme nous le faisons depuis le début de l'agression.

La Croatie continue de fournir une aide à l'Ukraine, à hauteur de près de 60 millions d'euros rien qu'en ce qui concerne l'aide d'urgence et l'aide humanitaire. Plus de 25 000 Ukrainiens bénéficient d'une protection temporaire en Croatie. Son expérience lui ayant enseigné les coûts et les risques liés à la pollution par les mines, la Croatie a organisé à Zagreb la toute première Conférence internationale de haut niveau des donateurs pour le déminage humanitaire en Ukraine en octobre 2023. Cette conférence, organisée conjointement par les Gouvernements croate et ukrainien, a confirmé le soutien de 34 pays participants aux efforts de déminage de l'Ukraine, et ces pays se sont engagés à fournir un demi-milliard d'euros.

Enfin, nous demandons à la Russie de retirer ses troupes des frontières internationalement reconnues de l'Ukraine, de cesser ses achats illégaux d'armes et de munitions et de s'acquitter de ses responsabilités en tant que Membre de l'Organisation et membre permanent du Conseil.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas.

M^{me} Bruins Slot (Royaume des Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je suis ici aujourd'hui au nom du Groupe des Amis de l'application du principe de responsabilité après l'agression contre l'Ukraine, qui compte 49 États membres plus l'Union européenne. Nous partageons une

ferme conviction : nous n'acceptons pas la loi du plus fort. C'est donc le cœur lourd que nous continuons à assister à la guerre injustifiée, non provoquée et illégale de la Russie en Ukraine.

À maintes reprises, les États Membres de l'ONU ont souligné la nécessité d'une paix globale, juste et durable. Pourtant, la Russie a fait la sourde oreille à ces appels. En tant que fervents défenseurs de la primauté du droit sur la force, nous ne pouvons pas détourner le regard. Nous devons faire tout notre possible pour amener la Russie et les responsables des crimes commis en Ukraine et contre elle à en répondre.

Nous saluons les efforts et les initiatives déjà entrepris, tels que les travaux en cours de la mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine, de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine établie par le Conseil des droits de l'homme et de l'Équipe d'experts de l'état de droit et des questions touchant les violences sexuelles commises en période de conflit de la Représentante spéciale du Secrétaire général Patten. Nous continuons également à soutenir le Procureur général de l'Ukraine et le travail mené par la Cour pénale internationale, le Centre international pour la poursuite du crime d'agression contre l'Ukraine et le Registre des dommages concernant l'Ukraine. En effet, nous tendons tous vers le même objectif : faire en sorte que les auteurs des crimes les plus graves commis sur le territoire ukrainien et contre le peuple ukrainien répondent de leurs actes.

L'acte d'agression de la Russie viole la Charte des Nations Unies. En tant que parties à la Charte, nous ne pouvons répondre que d'une seule manière : cela ne peut pas durer. C'est pourquoi nous appelons de nouveau la Fédération de Russie à se conformer à ses obligations internationales. Nous ne nous laisserons pas de lancer cet appel. Nous continuerons d'exiger que la Russie retire l'ensemble de ses forces et respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues. Nous ne cesserons jamais de soutenir le peuple ukrainien.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la Ministre de la défense nationale du Portugal.

M^{me} Carreiras (Portugal) (*parle en anglais*) : Je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant le Conseil de sécurité sur la situation en Ukraine.

Alors que l'invasion à grande échelle, illégale et non provoquée menée par la Russie entre dans sa troisième

année et que les territoires ukrainiens de Crimée et du Donbas arrivent à la fin d'une décennie d'occupation illégale par la Russie, nous ne pouvons et ne voulons pas manquer de renouveler notre condamnation résolue de ces violations flagrantes du droit international. Outre qu'elle met en péril les fondements de la sécurité internationale, la guerre provoque des ondes de choc dans le monde entier, perturbant les marchés alimentaires et énergétiques mondiaux et touchant particulièrement les pays les plus vulnérables.

L'Ukraine peut continuer à compter sur le soutien total et indéfectible du Portugal, tant au niveau bilatéral que collectif dans toutes les enceintes multilatérales, y compris ici à l'ONU. Depuis le premier jour, notre position est sans équivoque : nous nous tenons aux côtés de l'Ukraine.

La valeur de nos engagements ne se mesure qu'à l'aune de la cohérence de nos actions. En plus de son soutien politique, le Portugal fournit une aide militaire et humanitaire. Dans le cadre de tous ces efforts, nous avons toujours répondu aux appels du peuple ukrainien et des forces armées ukrainiennes, en gardant à l'esprit notre engagement commun en faveur du rétablissement de la paix et de la sécurité en Europe. Ce n'est pas seulement le Gouvernement, ce sont également les citoyens portugais qui soutiennent fermement ces efforts, même si nous sommes géographiquement très éloignés.

Au bout du compte, l'objectif est le même : défendre les règles, les principes et les valeurs qui sont consacrés par la Charte des Nations Unies, et cela passe nécessairement par une solution juste et durable qui soit conforme à la Charte des Nations Unies et à la formule ukrainienne pour la paix et qui garantisse que les responsables des atrocités en cours aient à répondre de leurs actes. Nous appelons donc la Russie à cesser toutes ses opérations, à se retirer de l'Ukraine et à respecter le droit international. Ensemble, unis, nous parviendrons à préserver l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères de la République de Macédoine du Nord.

M. Osmani (Macédoine du Nord) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de son exposé sur l'Ukraine.

Demain, cela fera deux ans que la Fédération de Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et

du droit international. La Macédoine du Nord a fermement condamné et continue de condamner et de dénoncer la décision de Moscou d'opter pour la guerre, dans un acte d'agression manifeste contre un pays indépendant. Une fois de plus, nous exhortons la Russie à mettre un terme à cette guerre insensée et à retirer ses troupes du territoire souverain de l'Ukraine. Telle est la seule manière de rétablir la paix et de créer les conditions d'un dialogue diplomatique en faveur d'une solution juste et durable, conformément au droit international et dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Nous rappelons l'adoption l'an dernier de l'importante résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale. Mon pays s'est joint à 140 autres États Membres dans un élan commun pour rétablir la paix et préserver l'ordre international fondé sur des règles, réaffirmant son attachement ferme et sans ambiguïté à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues depuis 1991. Nous déplorons que la Fédération de Russie n'applique pas les dispositions de ce texte.

Depuis deux ans, les Ukrainiens font preuve de résilience et d'un courage extraordinaire dans leur lutte pour la liberté, l'indépendance et l'existence même de leur nation, et ils ne font que se défendre, tout cela conformément à l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Et chaque jour, nous apprenons qu'il y a encore eu des morts parmi les civils, des destructions et de la souffrance, en particulier dans les localités proches des zones

de conflit ouvert dans l'est et le sud de l'Ukraine, et nous demandons la fin de toutes les attaques contre les infrastructures critiques, notamment les écoles, les hôpitaux et les systèmes d'énergie, d'eau et d'assainissement.

La justice doit l'emporter, et nul ne doit rester impuni. L'application du principe de responsabilité n'est pas un objectif en soi, mais un moyen indispensable de garantir la paix, la stabilité et la sécurité, et l'instrument le plus efficace pour empêcher que la même chose arrive à un autre État souverain, une autre nation.

Nous réaffirmons qu'il importe d'enquêter sur les crimes de guerre et autres crimes, y compris le crime d'agression, perpétrés sur le territoire ukrainien, de manière à traduire leurs auteurs en justice, conformément au droit international, en particulier devant la Cour pénale internationale, et nous appuyons la création d'une juridiction spéciale pour connaître du crime d'agression contre l'Ukraine. La Macédoine du Nord continuera de participer aux travaux du groupe restreint chargé d'étudier les options possibles pour la création d'un tribunal sur le crime d'agression contre l'Ukraine.

En ces temps difficiles, la Macédoine du Nord continuera de se tenir aux côtés de l'Ukraine et de son peuple, en espérant que la raison l'emportera et que la vie reviendra bientôt à la normale. Le rétablissement de la paix doit être une nécessité absolue. Nous demeurons pleinement engagés à soutenir ces efforts et sommes convaincus que le multilatéralisme doit triompher du militarisme.

La séance est levée à 17 h 35.